



---

## **PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE DUNIERES (43)**

---

**EXAMEN AU CAS PAR CAS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE**

**NOTE D'AUTOEVALUATION**



# 1. ANALYSE DES INCIDENCES DU PROJET DE MODIFICATION SUR L'ENVIRONNEMENT

La commune de Dunières engage une procédure de modification de son document d'urbanisme afin de répondre à plusieurs besoins identifiés sur son territoire, notamment l'adaptation du cadre réglementaire pour accompagner les évolutions des usages agricoles, artisanaux et des modalités de constructions ou d'aménagement.

Dans ce cadre, plusieurs points sont visés par la modification n°1 :

- **Point 1** – Augmentation des possibilités de construction au sein du STECAL « Ad »
- **Point 2** – Ajout d'un changement de destination en zone agricole
- **Point 3** - Création d'un STECAL pour autoriser une exploitation forestière en zone agricole
- **Point 4** – Redélimitation de la protection des rez-de-chaussée commerciaux
- **Point 5** – Modification des règles d'implantation des constructions en zone Agricole
- **Point 6** – Ajustement des règles d'implantation des annexes et extensions en zone UB et UH
- **Point 7** - Modification des articles 1, 2, 4, 5 et 6 du règlement écrit des différentes zones du PLU
  - **Article 1 de la zone UI** => Une coquille a été trouvée dans l'article 1 faisant 2 fois mention à la destination de bureau.
  - **Article 2 de la zone UI** => La commune souhaite autoriser les bureaux en zones industrielles, à condition d'être nécessaires aux activités autorisées dans la zone. A ce jour les bureaux sont interdits ce qui peut être limitant pour le bon développement des activités en place.
  - **Article 4 de la zone UE** => En zone UE, l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est laissée libre. La commune souhaite conserver cette règle tout en précisant le fait que les bâtiments doivent être accessibles par les services de sécurité et de secours conformément aux articles R111-2 et R111-5 du Code de l'urbanisme.
  - **Article 5 des zones UA, UB, UH, 1AU concernant les façades** => Les couleurs sombres et foncées en façades sont proscrites. La commune souhaite indiquer que cette interdiction vaut pour la façade principale des constructions et non pour les annexes et extensions.
  - **Article 5 de la zone UA concernant les ouvertures** => La commune souhaite appuyer le fait que les encadrements de fenêtres doivent être travaillés et se distinguer de la façade afin de maintenir les caractéristiques architecturales du centre-ville.
  - **Article 5 de l'ensemble des zones du PLU concernant les façades** => La commune souhaite interdire l'installation de panneaux photovoltaïque en façade.
  - **Article 5 des zones UA, UB, UH, 1AU, A, N concernant les toitures** => La commune souhaite autoriser les toitures à 1 pans pour les annexes sous conditions.
  - **Article 5 des zones UI, UE, 1AUi concernant les toitures** => La commune souhaite introduire les mêmes règles de toitures que dans les autres zones urbaines.
  - **Article 6 des zones UA, UB, UH, 1AU concernant les clôtures** => La commune souhaite monter la hauteur des clôtures à 1,70m contre les 1,60m inscrits au PLU en vigueur afin de prendre en compte les demandes récurrentes des pétitionnaires.
  - **Article 6 des zones UI, UE, 1AUi concernant les clôtures** => La commune souhaite corriger une coquille introduite dans les règles de clôtures pour les murs à redents. En effet, dans les zones précitées, les clôtures sont réglementées par une hauteur maximale de 2 mètres. Or, la règle pour les murs à redents et le schéma associé indiquent 1,60 m alors qu'ils devraient indiquer 2 mètres.
- **Point 8** – Modification de la hauteur des constructions dans le règlement de la zone N et des règles concernant les pentes de toitures

Cette présente note d'autoévaluation a vocation à identifier les effets potentiels de la procédure sur l'environnement et expliquer pourquoi cette dernière n'aura pas d'incidences notables sur l'environnement.



## Evaluation des incidences sur les dynamiques du territoire

Le projet de modification n°1 du PLU de Dunières vise à :

- Permettre l'extension de la déchèterie afin d'améliorer les capacités de gestion des déchets du territoire
- Inscrire un nouveau changement de destination permettant à une activité de s'installer tout en favorisant le recyclage de bâtiment existant.
- Créer un nouveau STECAL afin de permettre à une activité forestières existantes sur la commune de se développer
- Redéfinir le périmètre de protection commerciale afin de se mettre en cohérence avec les rez-de-chaussée commerciaux identifié par l'intercommunalité pouvant bénéficier d'aide mais aussi afin de protéger davantage de rez-de-chaussée commerciaux.
- Apporter des modifications au règlement écrit dans les différentes zones du PLU afin de faciliter l'instruction des permis de construire, s'adapter aux projets réels des habitants et appuyer les ambitions communales sur les caractéristiques architecturales.

Cette procédure, par ces aspects, soutien les activités économiques, sécurise les équipements et services du territoire et clarifie certaines règles constructives de la commune de Dunières.

**En conclusion, le projet aura un impact positif sur la dynamique du territoire.**

## Incidences sur le paysage naturel et urbain

### ■ Cadre paysager défini par le SCOT

D'après le SCOT de la Jeune Loire, la commune de Dunières se trouve à l'interface entre l'entité paysagère des portes du Pilat à l'Est l'entité paysagère du Plateau Granitique des trois Rivières à l'Ouest.

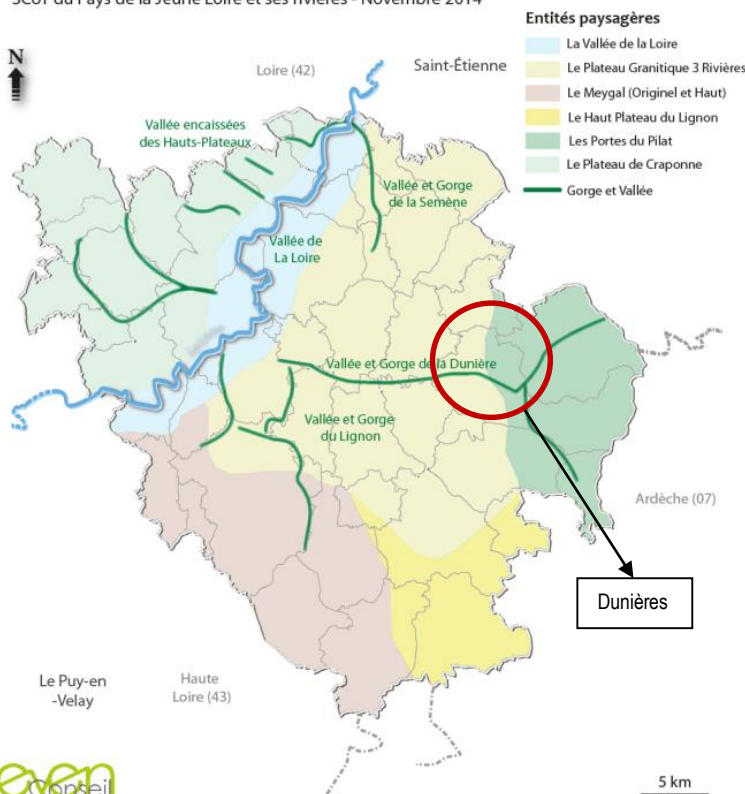
D'une manière générale, le plateau granitique se caractérise par un paysage plat marqué par une alternance de milieux fermés boisés et d'espaces ouverts sensibles aux nouvelles constructions. L'image et la valeur paysagère de ce secteur tiennent majoritairement aux qualités du patrimoine bâti qui épouse harmonieusement la topographie des secteurs traversés. Ce plateau ondulé entaillé par les gorges et les vallées profondes, la qualité du bâti ancien et son insertion dans le paysage garantissent ainsi, une forte valeur paysagère et un cadre de vie à l'origine de l'attractivité de ce secteur.

A l'inverse, les Portes du Pilat se caractérisent par un changement important des ambiances paysagères lié à la topographie, globalement accidenté, ainsi qu'à la forte présence des espaces boisés constituant par endroit près de 70% des surfaces occupées. La Haute vallée de la Dunière, relativement large au niveau des bourgs de Dunières et Riotord se rétrécit en amont. La vallée de la Dunière constitue ici un véritable verrou permettant l'entrée dans le massif des Boutières et le Parc Naturel Régional du Pilat.

Source : État initial de l'environnement SCOT de la Jeune Loire

### Un territoire aux multiples ambiances

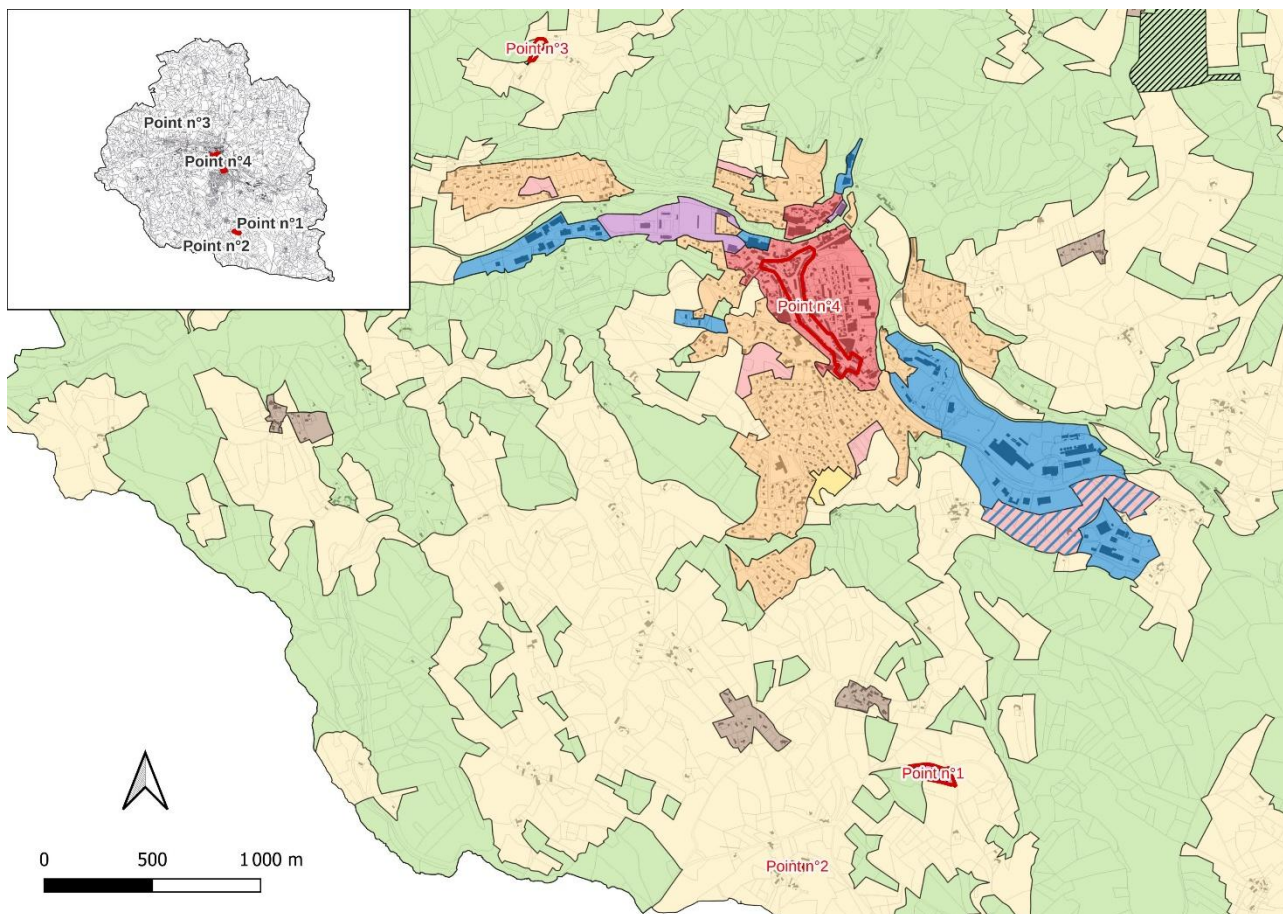
SCoT du Pays de la Jeune Loire et ses rivières - Novembre 2014





### ■ Cadre paysager rapproché

La présente procédure vient apporter des modifications aux règlement écrit des zones suivantes : UA, UB, UH, UI, UE, 1AU, 1AUi, A et N. Seuls les points n° 1, 2, 3 et 4 peuvent être précisément localisé sur la carte ci-dessous :



Localisation des points de la modification n°1 du PLU de Dunières





### ■ Point de modification n°1 – Modification du STECAL « Ad »

Le secteur concerné par la modification correspond au sous-secteur « Ad », localisé au sud de la commune et en bordure de la D501. Il s'insère dans un paysage de moyenne montagne caractérisé par l'alternance de prairies ouvertes et de boisements de conifères, il est à proximité du hameau du Crouzet situé plus au nord. Le secteur s'implante en limite de boisement sur sa partie Sud. Boisement qui constitue une barrière végétale pérenne tout au long de l'année de par sa composition de conifères.



*Vue de la déchèterie depuis la D501 face à l'entrée*





*Vue de la déchèterie depuis la D501 en arrivant de l'Ouest*



*Vue de la déchèterie depuis la D501 en arrivant de l'Est*



*Vue de la déchèterie depuis le chemin du Crouzet au Nord. Chemin en contrebas par rapport à la déchèterie.*



*Vue de la déchèterie depuis les Aillards à l'Est.*

Par leur localisation en limite de départementale et leur vocation déjà dédiée à un équipement d'intérêt collectif, les terrains classés en secteur « Ad » sont adaptés à l'extension de la déchèterie, dans la continuité de la déchèterie existante.

Il est rappelé que le point de modification de la présente procédure ne vise pas à autoriser l'extension de la déchèterie qui est déjà prévue dans le PLU en vigueur et qui fait l'objet du STECAL « Ad », le présent point de modification vise par contre à autoriser une emprise au sol plus importante des constructions autorisées au sein du STECAL existant.

L'agrandissement de la déchèterie permet de répondre aux besoins actuels sans consommation foncière nouvelle, l'emprise restant contenue dans le périmètre du STECAL existant.

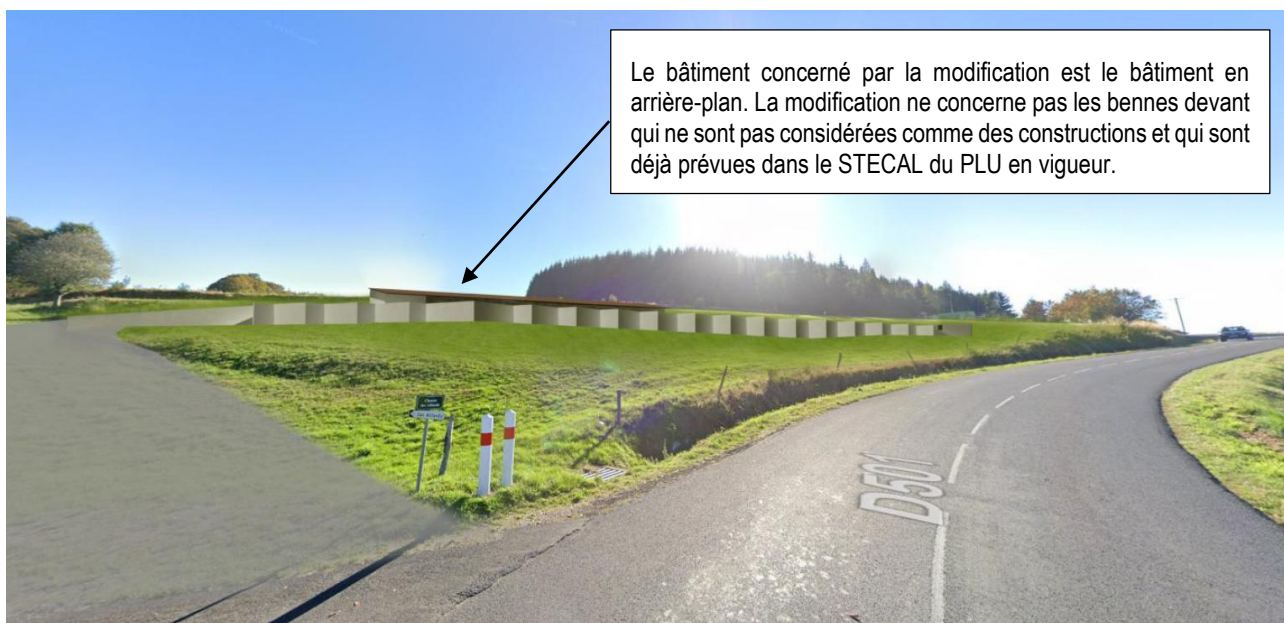




### Insertion paysagère du projet d'extension de la déchèterie

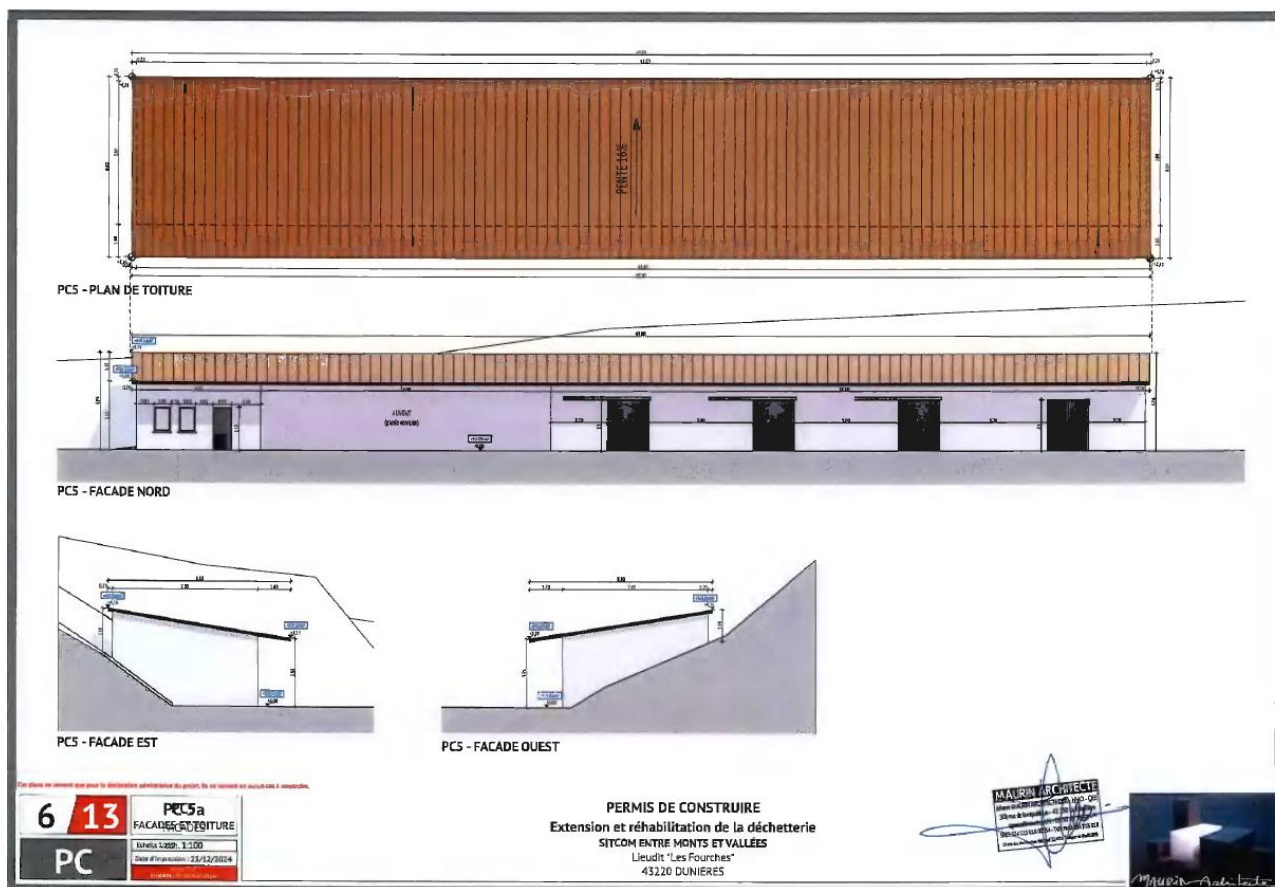


*Etat des lieux actuel*



*Insertion du projet sur le site – Dossier Permis de Construire, pièce 6 -7 -8 « Vues et intégrations paysagères »*





Extrait du permis de construire – Plan du bâtiment

L'augmentation des possibilités de construction passant de 100m<sup>2</sup> à 500m<sup>2</sup> sera visible depuis la D501, depuis le chemin des Crouzet et depuis les Aillards. Néanmoins, l'impact paysager de cette augmentation reste à nuancer puisque l'emprise au sol du bâtiment, bien que conséquente, va se fondre dans le reste du projet de déchèterie, comme en démontre l'intégration paysagère précédente avec les bennes et les aménagements divers liés à l'activité.

Considérant que l'emprise du STECAL est inchangée par la modification, que les possibilités de constructions supplémentaires visent à autoriser l'augmentation de l'emprise au sol d'une construction nécessaire à l'activité de déchèterie déjà en place, que le projet d'extension de la déchèterie est déjà encadré et prévu par le PLU en vigueur et que la construction autorisée s'insère dans le projet d'extension de la déchèterie, l'impact de la modification du PLU sur le paysage sera faible.



▪ **Point de modification n°2 – Changement de destination d'un bâtiment agricole**

L'ajout d'un bâtiment pouvant changer de destination sur le bâtiment de la parcelle AX 91 vise à autoriser un projet permettant de transformer le bâtiment en garage pour mécanique agricole.

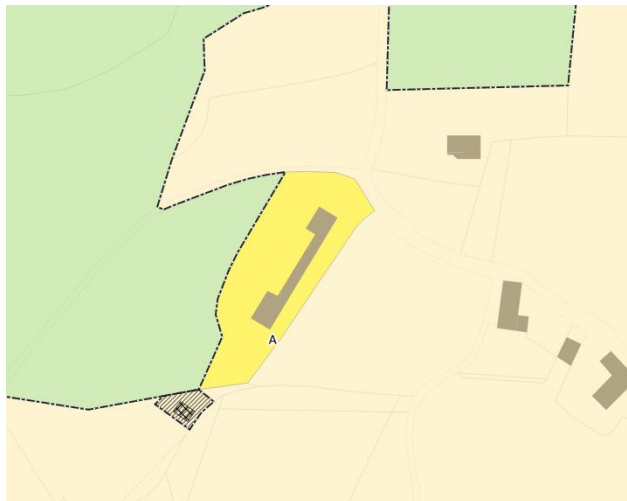


La vocation du bâtiment conserve une dimension agricole et la modification du PLU vise simplement à permettre le changement administratif de la destination du bâtiment.

**Ainsi, le paysage ne sera pas impacté par le projet de changement de destination puisque ce dernier conservera les proportions et l'aspect du bâtiment existant. Il n'est pas prévu de modification extérieur du bâtiment.**

### ■ Point de modification n°3 – Création d'un STECAL pour une activité forestière en zone A

Le secteur concerné par la création d'un STECAL se situe sur la parcelle BL 0028, au lieu-dit « Le Badinin », classée en zone agricole au PLU. Il s'insère dans un paysage de moyenne montagne marquée par l'alternance de prairies ouvertes, de zones agricoles et de lisières boisées en périphérie. Le secteur du Badinin se situe à proximité immédiate, caractérisé par un habitat dispersé et entouré de terres agricoles.

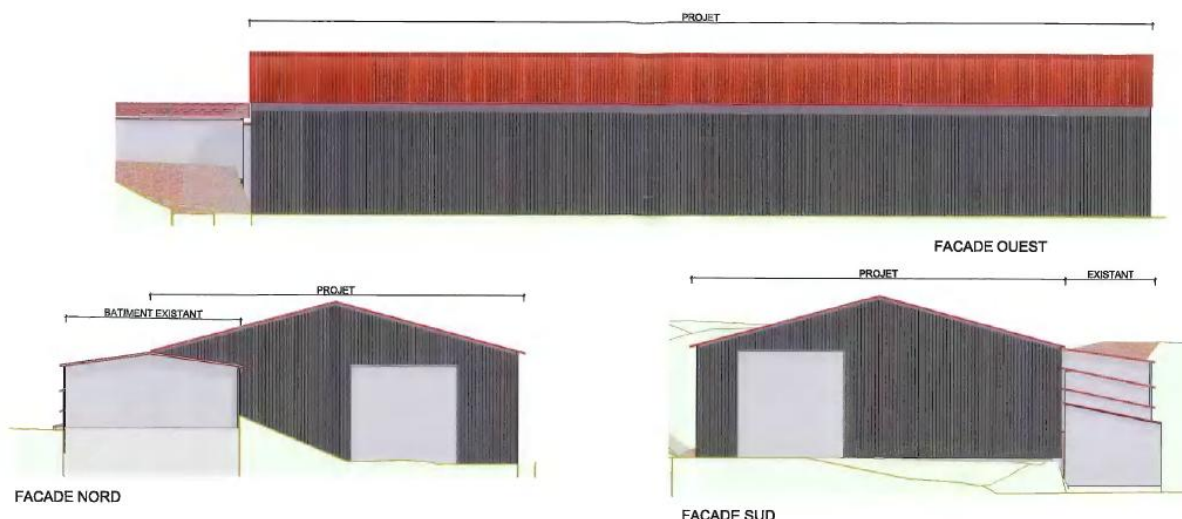


La demande concerne BL 28 d'une surface de 3 985m<sup>2</sup>. Actuellement des bâtiments sont déjà présents sur la parcelle. Ces bâtiments sont utilisés par la SCI Terrier, entreprise d'exploitation forestière. Ils permettent de stocker du matériel utile à son activité. Le terrain est desservi par l'eau et l'électricité. Une voie communale existante dessert la parcelle.

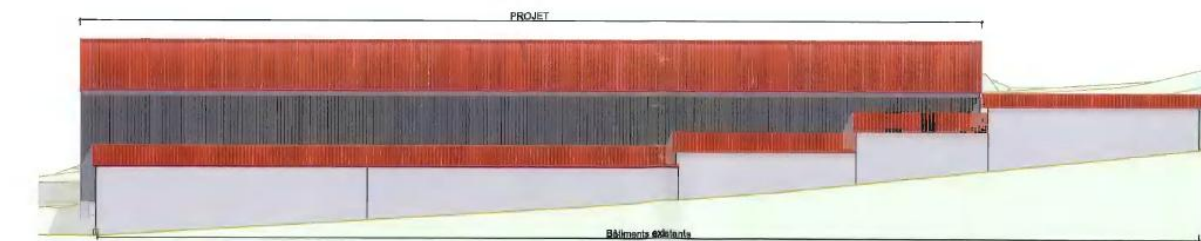
Pour exercer son activité de façon optimum l'entreprise a aujourd'hui besoin d'un espace de stockage plus important. Le propriétaire souhaite donc construire un bâtiment de 1000 m<sup>2</sup> venant s'appuyer contre les bâtiments existants. La forme du bâtiment est simple, rectangulaire d'environ 50m par 20m avec une hauteur en bas de pente de 6 mètres. Les matériaux qui seront utilisés sont les suivants : bardage bac acier gris pour les murs, bardage bac acier rouge pour la toiture.

Actuellement, des engins forestiers stationnent à l'extérieur, là où le nouveau bâtiment est prévu. De fait, le secteur concerné par la nouvelle construction est déjà anthropisé et déjà terrassé.

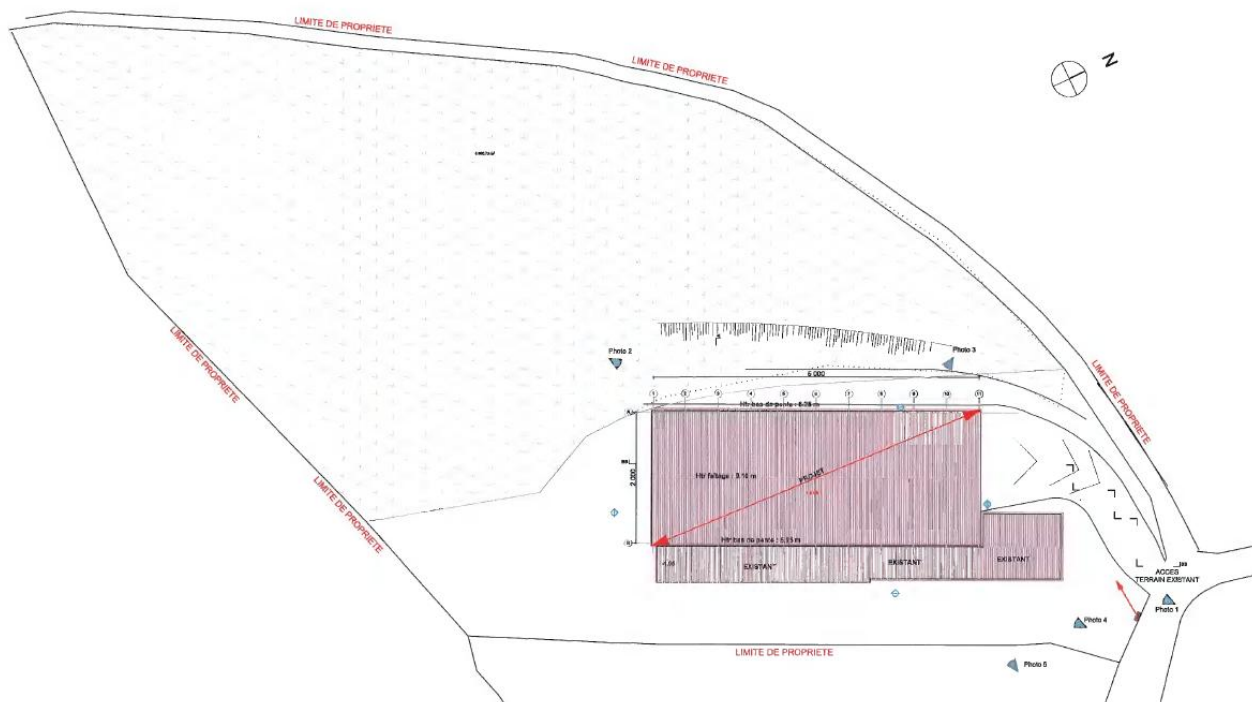
Présentation du projet (extrait de la demande de certificat d'urbanisme opérationnel) :



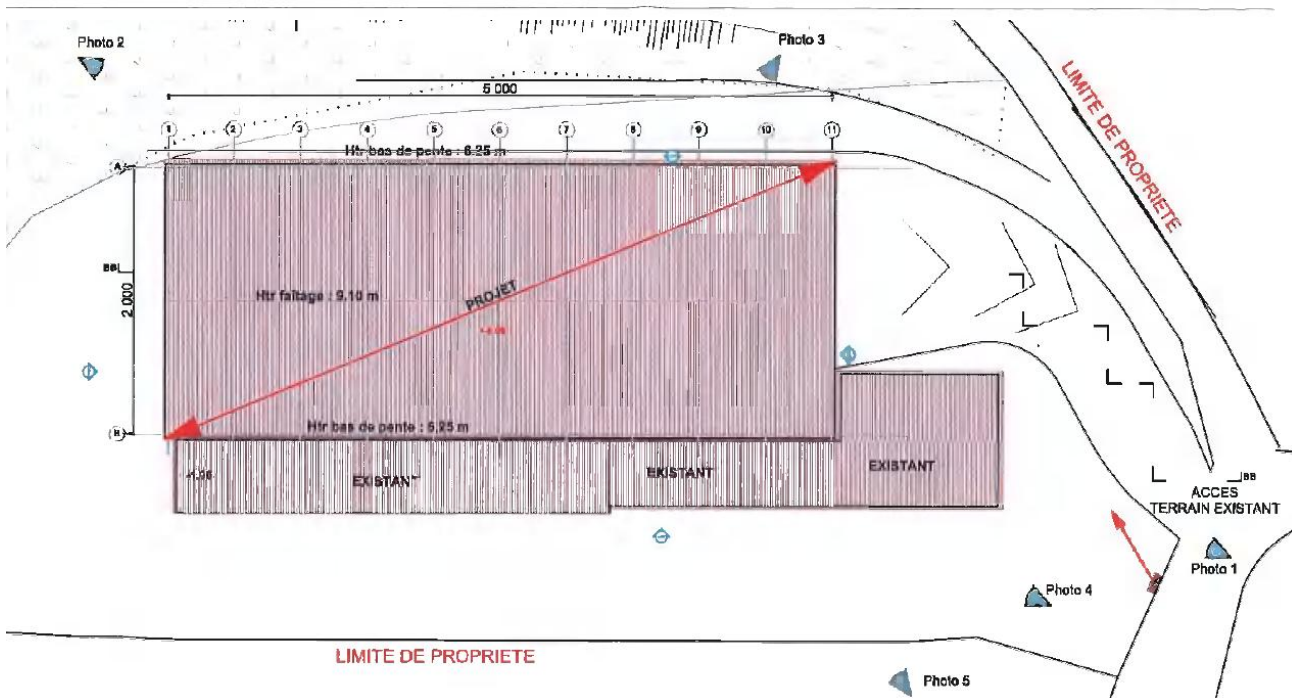




FACADE EST

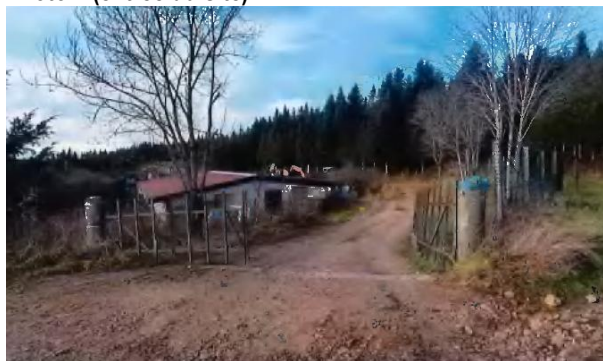


Cet document (y compris ses annexes) est destiné à être lu par le public. Il ne constitue pas un document officiel. Il ne peut être reproduit ou communiqué à des tiers sans l'autorisation écrite de l'auteur. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de l'auteur est formellement interdite. Toute réimpression ou utilisation non autorisée sans la permission écrite de l'auteur est formellement interdite.	Dossier:	Index Planage:	SCI FORETS Mr TERRIER Eric Le Badinin 43220 DUNIERES	Notice d'Urbanisme	Pin'Info 17 rue de la Poste 43220 DUNIERES Tel : 04 77 79 57 57 Fax : 04 77 79 57 55 mail : duni@ville-duniere.fr	CU	PLANS DE MASSE ECHELLE 1-500
	CREATION D'UN ENTREPOT Lieudit "Le Badinin" 43220 DUNIERES	Échelle: 1-100	Plan: A3	Nom du Révisé: ZONAGE URBANISME D'URBANISME	Document: Document d'Urbanisme	Etat: M1 08 2025	





**Photo 1 (entrée du site)**



**Photo 2 (Vue depuis l'Ouest)**



**Photo 3 (Vue depuis le nord – ouest)**



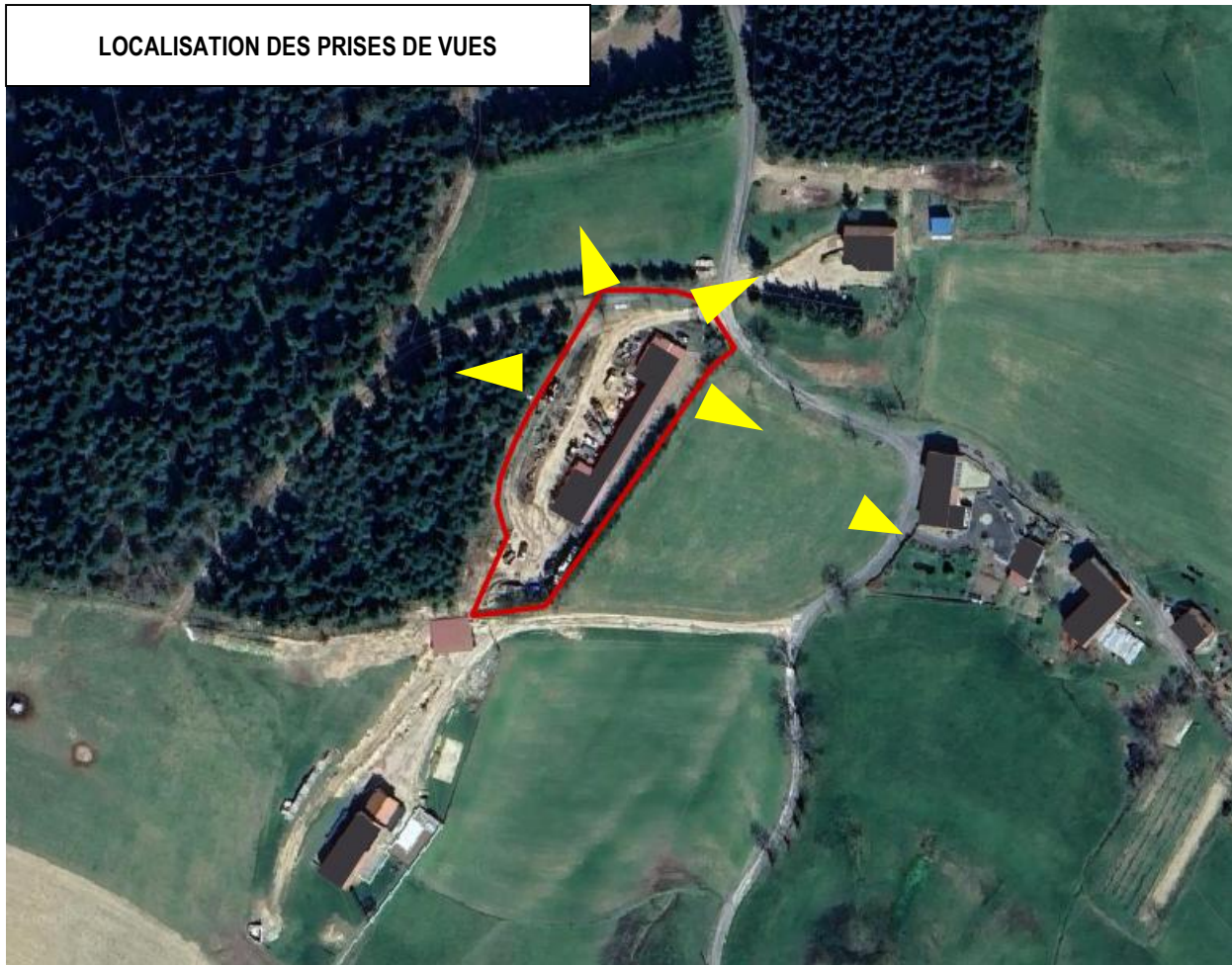
**Photo 4 (Vue rapprochée depuis l'Est)**



**Photo 5 (Vue éloignée depuis l'Est)**





**LOCALISATION DES PRISES DE VUES**

Par sa localisation en bordure de massifs forestiers, et du fait de l'entreprise d'ores et déjà en activité sur la parcelle, le terrain est adapté à l'accueil d'une exploitation forestière. L'implantation envisagée ne génère pas de consommation foncière nouvelle et reste contenue sur une parcelle déjà anthropisée.

Les incidences de cette modification sur le paysage seront faibles, puisqu'elle porte sur une activité en cohérence avec la vocation naturelle et économique du secteur.

**En conclusion, l'incidence de cette modification sur le paysage sera faible puisqu'un bâtiment tout en longueur est d'ores et déjà implanté sur la parcelle. Le règlement écrit associé à ce projet demande à ce que la construction nouvelle soit adossée au bâtiment existant.**

- **Point de modification n°4 – Redéfinition du périmètre de protection commerciale**

Ce point de modification aura un impact positif sur le paysage urbain du centre-ville puisque l'objectif est d'augmenter les rez-de-chaussée commerciaux protégés. De plus, cette modification permet d'intégrer les RDC commerciaux qui peuvent faire l'objet d'une aide financière par l'intercommunalité.

**De ce fait, ce point est vertueux et permet de conserver le paysage urbain et commerciale du centre-ville en évitant la déprise commerciale et la transformation de commerces en logements.**

- **Point de modification n°5 – Modification des règles d'implantation des constructions en zone Agricole**

La commune souhaite uniformiser la règle de retrait des constructions vis-à-vis des voies et emprises publiques en zone agricole pour les annexes et extensions. En effet, la règle impose un retrait de 5 mètres minimum par rapport à l'alignement des voies et emprises publiques mais prévoit que les extensions des bâtiments existants ne respectant pas la règle des 5 mètres puissent s'implanter avec un recul différent, sans réduire d'avantage le recul existant.

La commune souhaite que cette dérogation soit également édictée pour les annexes de bâtiments existants qui ne respectent pas le recul des 5 mètres. Cette modification permet davantage de cohérence dans le traitement des annexes et extension en zone A. De





plus, cela permet une meilleure cohérence architecturale en évitant que l'annexe n'ait un recul différent que celui du bâtiment existant ou de son extension.

**De fait, cette modification n'aura pas d'incidences notable sur le paysage puisque les extensions sont d'ores et déjà autorisée à s'implanter avec un recul différent.**

#### ▪ **Point de modification n°6 – Modification des règles d'implantation des constructions en zone UB et UE**

La commune rencontre, au fur et à mesure des demandes d'autorisations d'urbanisme, des cas qui l'amènent à reconsidérer les règles d'implantation des constructions en zone UB notamment concernant les annexes et les extensions des constructions qui doivent pouvoir faire l'objet d'un traitement particulier. Par cette modification, elle souhaite autoriser en zone UB que les annexes puissent s'implanter en limite de voies et emprises publiques, à condition qu'aucun nouvel accès ne soit créé depuis celles-ci et que leur implantation ne compromette pas la visibilité des accès existants à la parcelle.

Les constructions en zone UB doivent normalement s'implanter avec un recul de 3 mètres des voies et emprises publiques. Néanmoins, les extensions des bâtiments existants ne respectant pas le recul de 3 mètres peuvent déjà s'implanter avec un recul différent.

En autorisant uniquement les annexes à s'implanter en limite, la commune ne change pas substantiellement ses intentions réglementaires en zone UB.

**Ce point n'a pas incidence notable sur le paysage puisqu'il ne change pas substantiellement ce qui est autorisé en zone UB.**

Egalement, en zone UE, l'implantation des constructions par rapport aux limites séparatives est laissée libre. La commune souhaite conserver cette règle tout en précisant le fait que les bâtiments doivent être accessibles par les services de sécurité et de secours conformément aux articles R111-2 et R111-5 du Code de l'urbanisme.

**Ce point n'a aucune incidence sur le paysage.**

#### ▪ **Point de modification n°7 – Modification des articles 1, 2, 4, 5 et 6 du règlement écrit des différentes zones du PLU**

Ce point permet de traiter de différents sujets, à savoir :

- **Article 1 de la zone UI =>** Une coquille a été trouvée dans l'article 1 faisant 2 fois mention à la destination de bureau.
  - **Ce point n'a aucune incidence sur le paysage.**
- **Article 2 de la zone UI =>** La commune souhaite autoriser les bureaux en zones industrielles, à condition d'être nécessaires aux activités autorisées dans la zone. A ce jour les bureaux sont interdits ce qui peut être limitant pour le bon développement des activités en place.
  - **Ce point n'a aucune incidence sur le paysage.**
- **Article 4 de la zone UH concernant la hauteur des constructions =>** La commune souhaite permettre aux extensions d'avoir une hauteur plus importante que la construction existante sans pour autant dépasser la hauteur maximale autorisée dans la zone.
  - **Ce point n'a aucune incidence sur le paysage puisque la hauteur maximale autorisée est inchangée. Les différences de hauteur entre constructions principales et extensions existent déjà sur la commune et ne sont pas choquantes dans le paysage communal.**
- **Article 5 des zones UA, UB, UH, 1AU concernant les façades =>** Les couleurs sombres et foncées en façades sont proscrites. La commune souhaite indiquer que cette interdiction vaut pour la façade principale des constructions et non pour les annexes et extensions.
  - **Ce point n'a pas d'incidence sur le paysage, il vient préciser une règle du PLU, sur une pratique qui est déjà aujourd'hui observée sur la commune.**
- **Article 5 de la zone UA concernant les ouvertures =>** La commune souhaite appuyer le fait que les encadrements de fenêtres doivent être travaillés et se distinguer de la façade afin de maintenir les caractéristiques architecturales du centre-ville.
  - **Ce point aura une incidence positive sur le paysage urbain puisque les encadrements de fenêtres travaillés sont une caractéristique spécifique de l'architecture communale.**
- **Article 5 de l'ensemble des zones du PLU concernant les façades =>** La commune souhaite interdire l'installation de panneaux photovoltaïque en façade.



- Ce point aura une incidence positive sur le paysage urbain puisque l'installation de panneaux photovoltaïques en façades serait de nature à entacher l'identité architecturale de la commune.
- Par cette interdiction, la commune s'assure donc de conserver les façades des bâtiments.
- **Article 5 des zones UA, UB, UH, 1AU, A, N concernant les toitures** => La commune souhaite autoriser les toitures à 1 pans pour les annexes sous conditions.
  - Ce point n'aura pas d'incidence sur le paysage.
- **Article 5 des zones UI, UE, 1AU concernent les toitures** => La commune souhaite introduire les mêmes règles de toitures que dans les autres zones urbaines.
  - Ce point n'aura pas d'incidence sur le paysage et permettra d'avoir une meilleure cohérence entre les zones d'habitat et les zones d'activités et d'équipement en reprenant des codes de toitures similaires.
- **Article 6 des zones UA, UB, UH, 1AU concernant les clôtures** => La commune souhaite monter la hauteur des clôtures à 1,70m contre les 1,60m inscrits au PLU en vigueur afin de prendre en compte les demandes récurrentes des pétitionnaires.
  - Ce point n'aura pas d'incidence sur le paysage puisque la différence de la hauteur maximale sera de 10 centimètres.

En conclusion, le point n°7 de la modification du PLU n'aura pas d'incidence notable sur le paysage.

▪ **Point de modification n°8 – Modification de la hauteur des constructions dans le règlement de la zone N**

Le point n°8 vise à modifier la hauteur des bâtiments forestiers en zone N, leur permettant de monter à 10 mètres, contre 9 mètres au PLU en vigueur. Cette modification est introduite afin d'être cohérent avec les règles du STECAL Af et également afin de prendre en compte les besoins réels des activités forestières dont la hauteur se situe entre 9 et 10 mètres au point le plus haut du bâtiment.



Bâtiment actuel à 9 mètres



Simulation du bâtiment à 10 mètres.

Cette augmentation de 1 mètre de la hauteur maximale autorisée n'apporte pas de grand changement en terme paysager mais permet de faciliter les projets forestiers avec une hauteur de bâtiment plus adaptée pour leur activité.

En conclusion, le point n°8 n'aura pas d'incidence notable sur le paysage.

## Evaluation des incidences sur le patrimoine historique et culturel

Le point de modification n°4 visant à la modification du linéaire de protection commerciale se situera à proximité directe de l'Eglise Saint-Martin. Les servitudes AC1 recouvrent les zones urbaines, à urbaniser, naturelles et agricoles qui sont concernées par des modifications du PLU.

Néanmoins, l'ensemble des points introduits par la modification n°1 du PLU n'a pas vocation à mettre à mal le patrimoine historique et culturel de la commune. Aucun changement n'est introduit ayant un impact sur la préservation du patrimoine historique et culturel.

De plus, comme présenté dans la thématique précédente, de nombreux points ont vocation à renforcer l'identité architecturale de la commune (point n°7 concernant les façades et encadrements de fenêtres) mais également conserver l'identité commerciale historique du centre-ville (point n°4 concernant le périmètre de protection commerciale)

En conclusion, le projet de modification n'aura aucun impact sur le patrimoine historique et culturel.

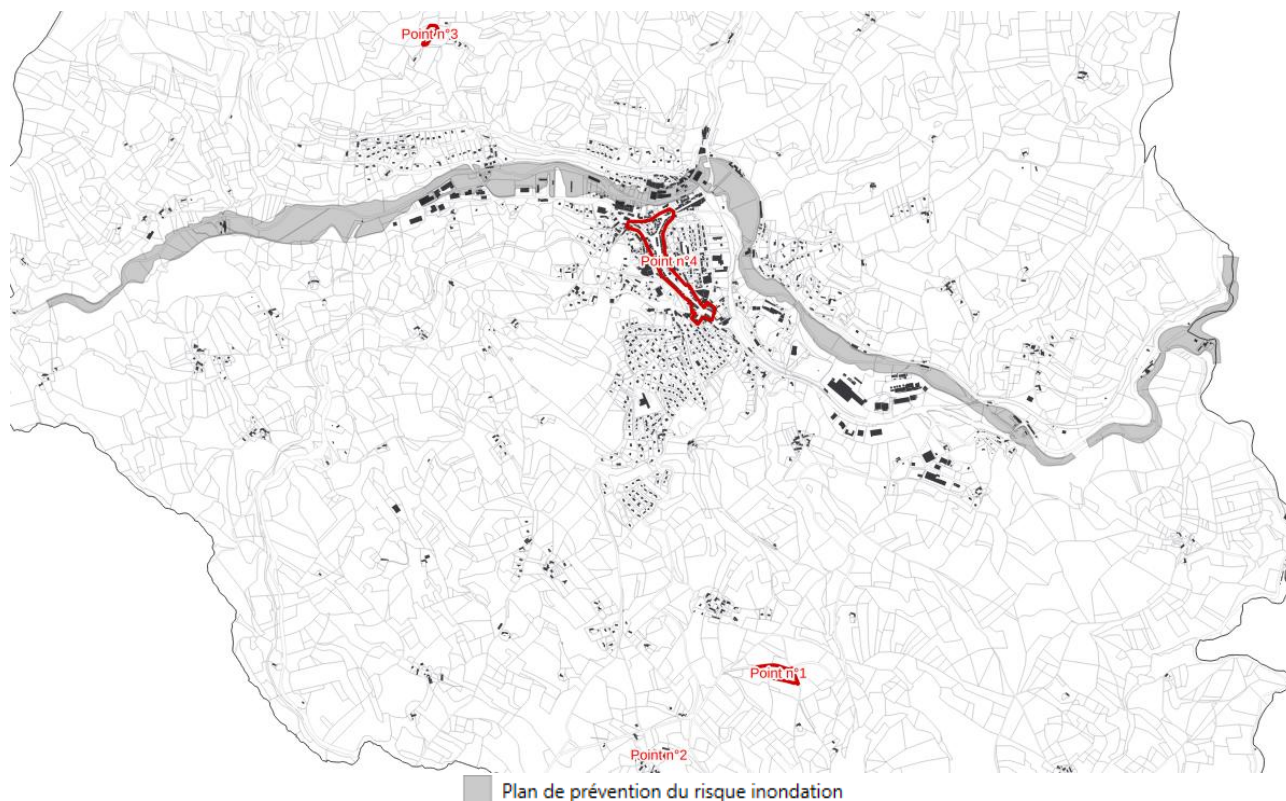
## Incidences en matière de risques et nuisances

### ■ Risque inondation

Le PPRI traverse les zones urbaines, naturelles et agricoles dont le règlement écrit fait l'objet de modification dans la présente procédure. Néanmoins, aucun des points introduit par la modification n'ont vocation à augmenter l'exposition des populations aux risques inondation. Les changements introduits dans le règlement écrit des zones viennent apporter des précisions.

De plus, les deux secteurs dont l'emprise au sol est prévue par cette modification (STECAL Ad et STECAL Af) ne se situent pas en zone de PPRI.

#### Localisation du PPRI vis-à-vis des points de modification

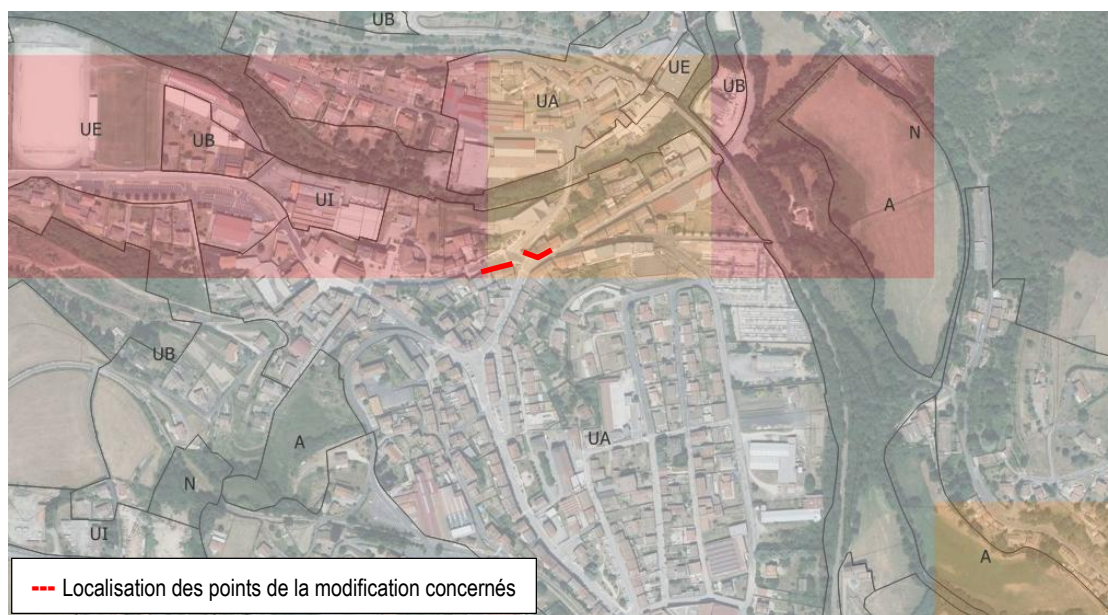
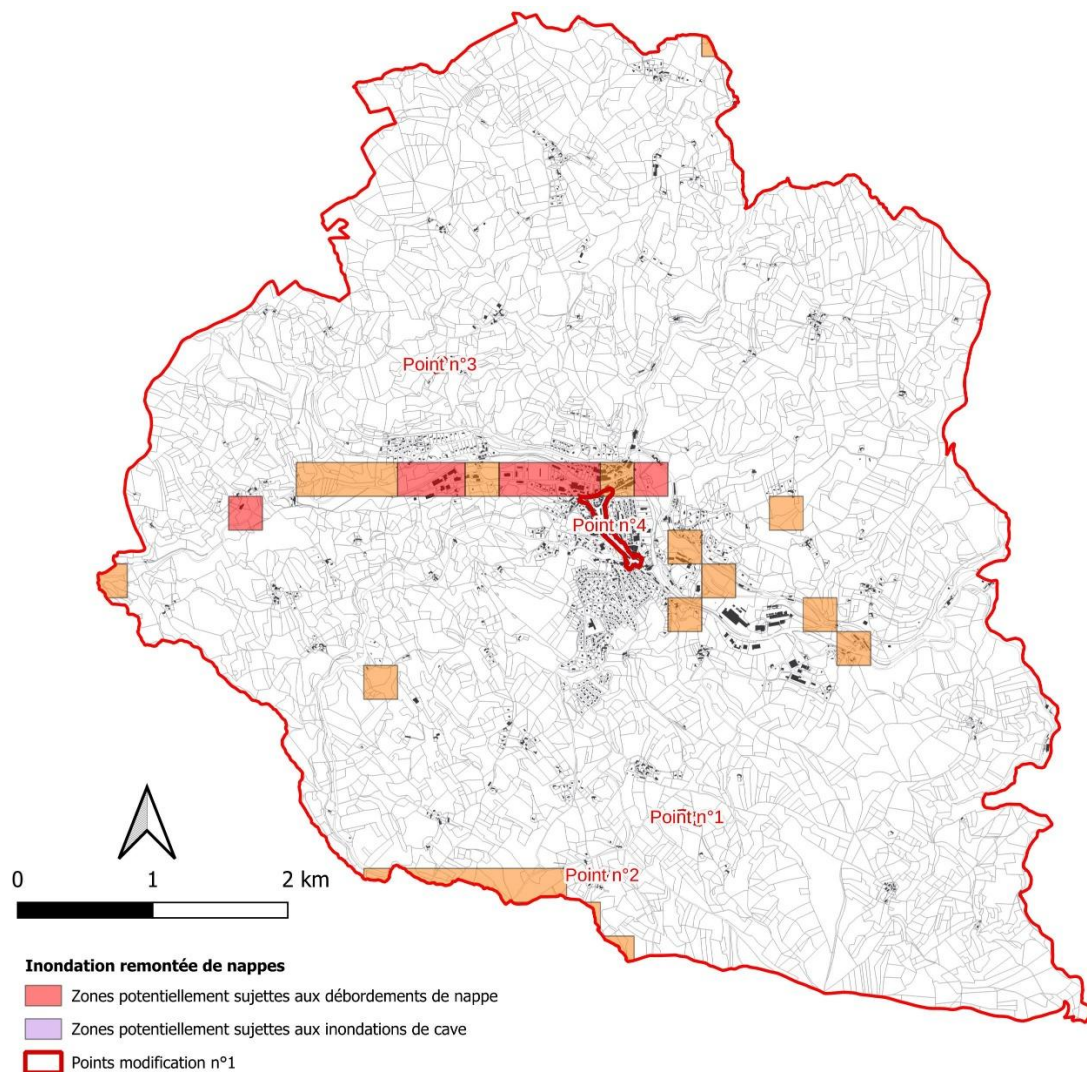


Le point de modification n°4 pourrait potentiellement être concerné par le risque de débordement de nappe (probabilité forte), et au risque d'inondation de cave (probabilité moyenne). Il ne s'agit que d'une infime partie au nord du linéaire (5 locaux commerciaux concernés). Néanmoins, le point n°4 vise à protéger les locaux commerciaux existants et non à en construire de nouveaux. De ce fait, le point de modification n'aura pas d'impact supplémentaire vis-à-vis du risque de débordement de nappe et au risque d'inondation de cave.





Localisation du risque d'inondation par remontées de nappes

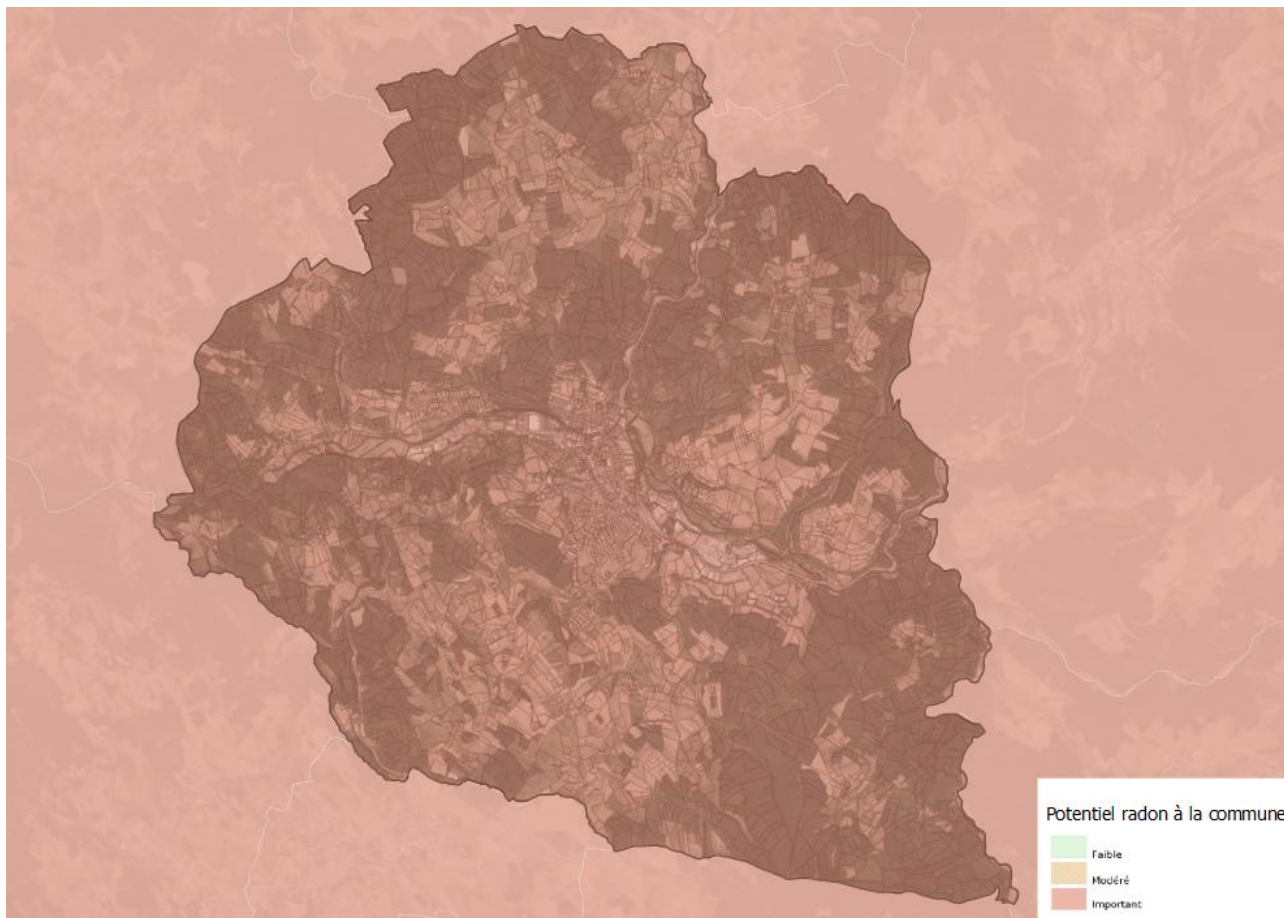


(Source : Géorisques)

En conclusion, le projet de modification du PLU n'aura pas d'impact sur le risques d'inondation. La modification du PLU ne prévoit pas d'augmenter l'exposition des populations ou des constructions à ce risque.



## ■ Risque Radon



*(Source : Géorisques)*

La totalité de la commune de Dunières est concernée par un risque radon fort de 3 sur une échelle de 3. Par conséquent, la totalité des points de modifications devront prendre en compte ce risque, comme cela est déjà le cas dans le PLU de la commune. La modification ne nécessite pas d'ajouter des règles pour la prise en compte du risque radon. La modification du PLU ne vient pas augmenter l'exposition à ce risque.

**En conclusion, le projet de modification du PLU n'aura aucun impact sur le risque radon puisqu'il n'augmente pas l'exposition des populations ou des constructions à ce risque.**

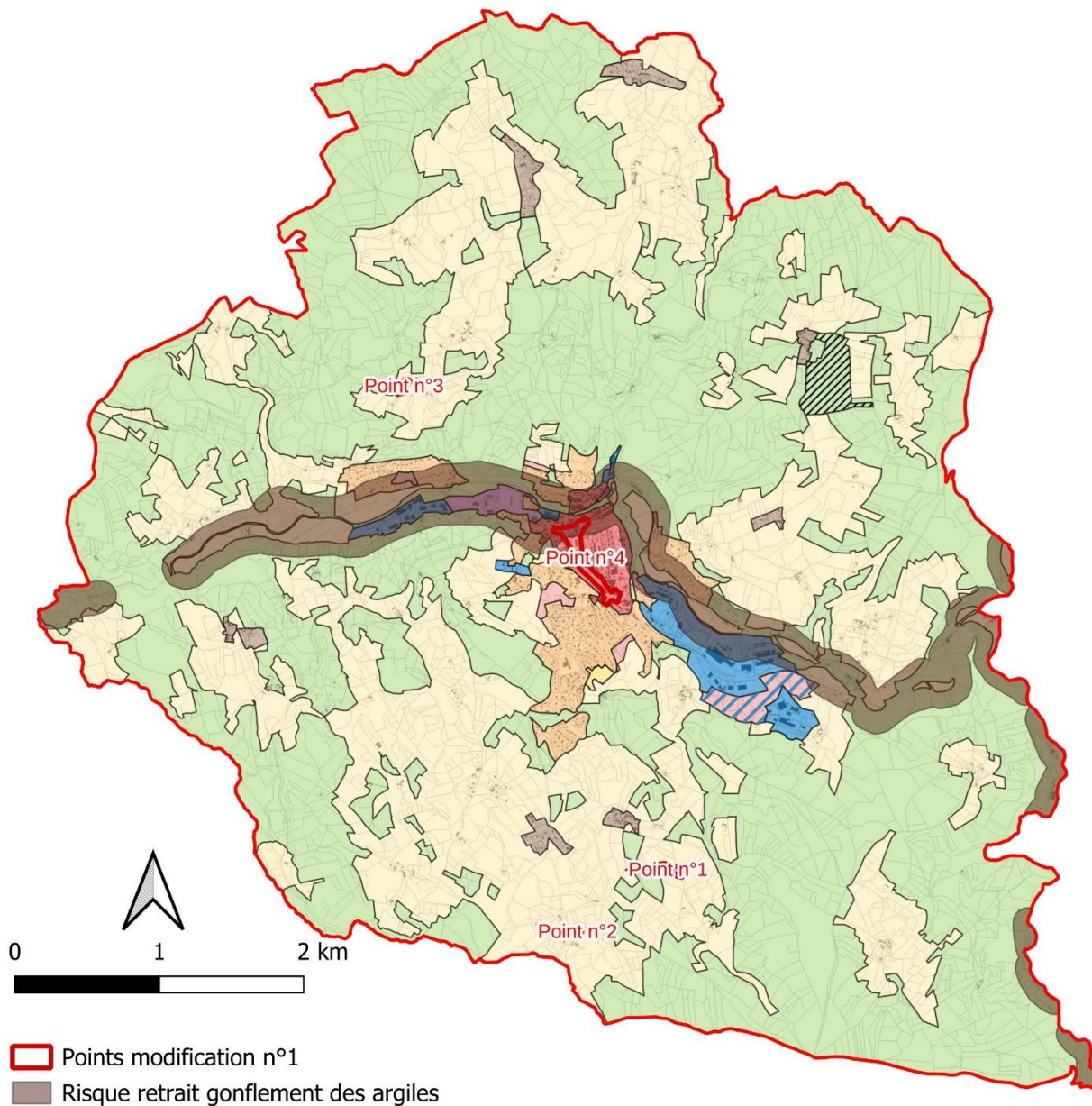




### ■ Risque retrait gonflement des argiles

La commune est concernée par le risque de retrait gonflement des argiles (moyen et faible) sur sa partie centrale et sur sa partie sud-est comme en démontre la carte ci-dessous.

#### Localisation du risque retrait gonflement des argiles sur la commune



Ce risque traverse la commune et concerne donc l'ensemble des zones du PLU qui sont concernées par la modification n°1. Néanmoins, les modifications apportées au règlement écrit ne sont pas de nature à augmenter l'exposition des populations et des constructions à ce risque. Les modifications apportées ne sont pas de nature à aller à l'encontre des obligations qui s'imposent aux constructions et qui sont indépendante du code de l'urbanisme.

Le point de modification n°4 est concerné par le risque de retrait gonflement des argiles. Il ne s'agit que d'une partie limitée au nord du linéaire (19 locaux commerciaux concernés). Néanmoins, le point n°4 vise à protéger les locaux commerciaux existants et non à en construire de nouveau. De ce fait, le point de modification n'aura pas d'impact supplémentaire vis-à-vis de ce risque.



**Localisation du risque retrait gonflement des argiles vis-à-vis du point n°4**

**En conclusion, le projet de modification n'aura aucun impact sur le risque retrait gonflement des argiles puisqu'il n'augmente pas l'exposition des populations et des constructions à ce risque.**

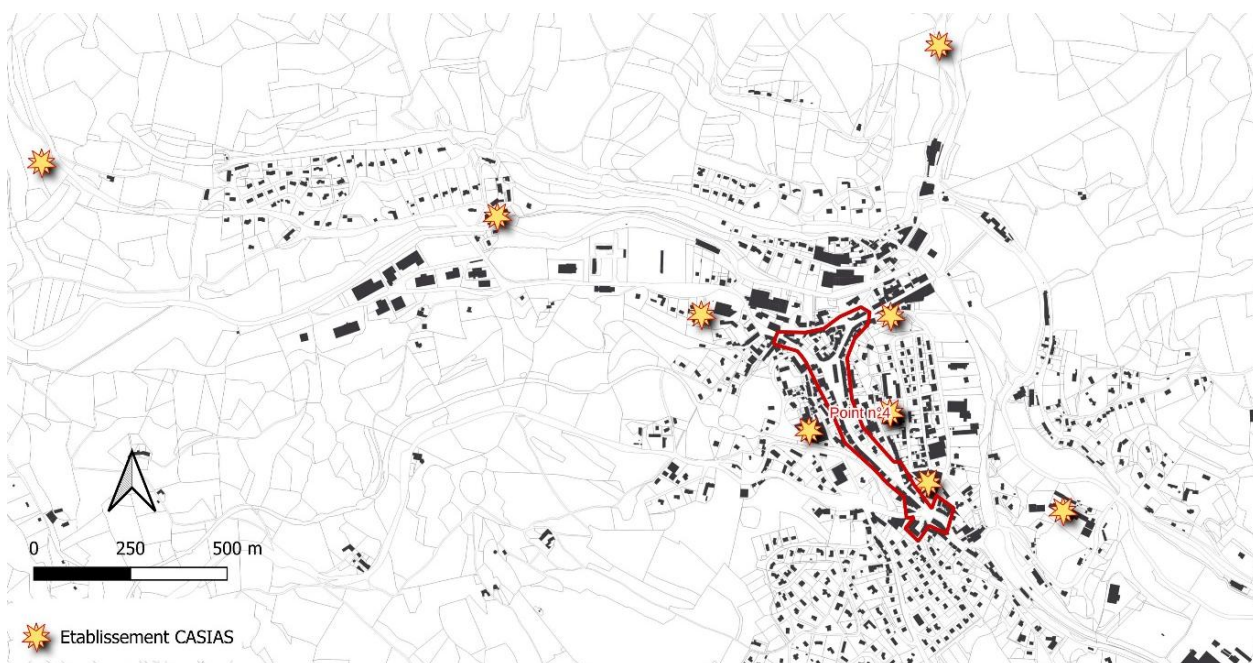
**■ Le risque sismique**

La commune de Dunières est située en zone de sismicité faible de type 2. Certaines constructions en zone 2 sont concernées par des dispositions constructives imposées par ce classement. La modification du PLU ne vient pas changer les dispositions qui s'appliquent en cas de risques sismiques.

**En conclusion, le projet de modification n'aura aucun impact sur le risque sismique puisqu'il n'augmente pas l'exposition des populations ou des constructions à ce risque.**

**■ Sites et sols pollués**

La commune est concernée par la présence d'anciens sites industriels ou activités de service (CASIAS). La carte des anciens sites industriels et activités de services recense les anciennes activités susceptibles d'être à l'origine d'une pollution des sols. Il peut s'agir d'anciennes activités industrielles ou encore d'anciennes activités de services potentiellement polluantes. A l'échelle de la commune, on dénombre 11 sites.

**Localisation des anciens site industriels ou activité de services sur la commune**

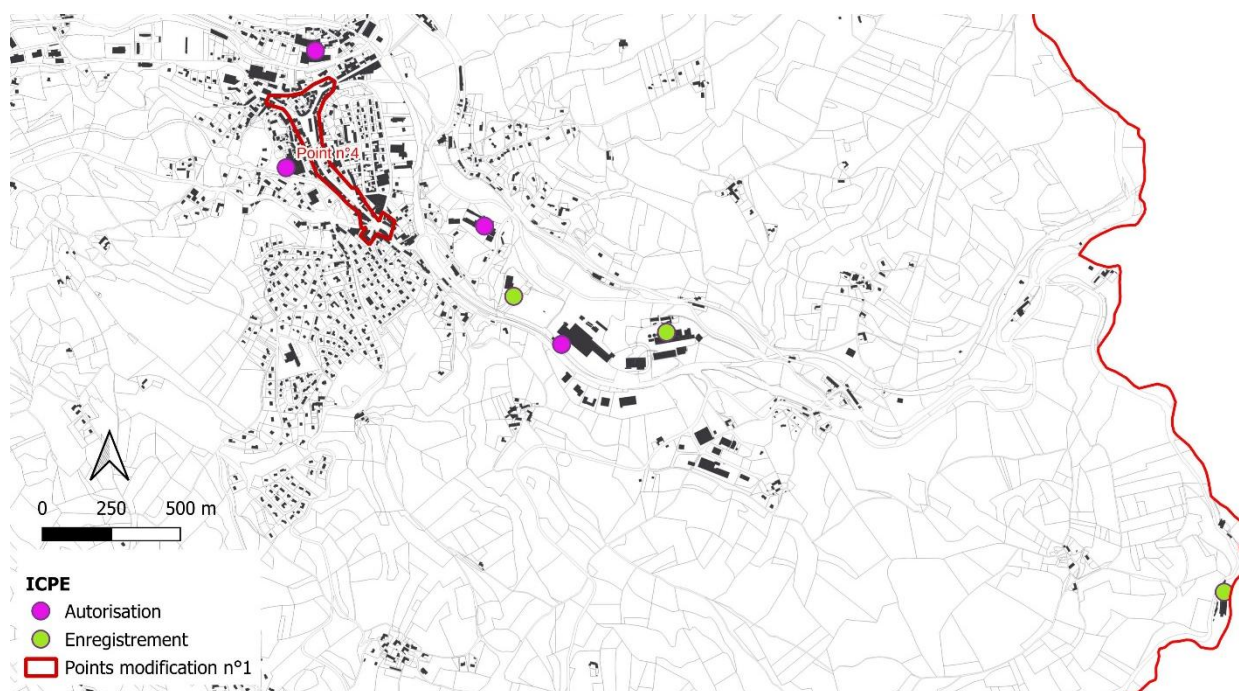
Au vu des points introduit par la modification n°1 du PLU de Dunières, cette dernière n'a pas vocation à avoir d'impact vis-à-vis de la proximité des sites CASIAS.

**En conclusion, le projet de modification n'aura aucun impact sur les sites et sols pollués puisqu'il n'augmente pas l'exposition des populations ou des constructions à ce risque.**

#### ■ ICPE

8 ICPE sont répertoriés sur la commune. Au vu des points introduit par la modification n°1 du PLU de Dunières, cette dernière n'a pas vocation à avoir d'impact vis-à-vis de la proximité avec des ICPE.

#### Localisation des ICPE vis-à-vis des points de la modification



**En conclusion, le projet de modification du PLU n'aura pas d'impact sur les risques naturels et technologiques présents sur le territoire puisqu'il n'augmente pas l'exposition des populations ou des constructions à ce risque.**

### Evaluation des incidences sur le climat et la qualité de l'air

#### Point n°1 – Extension de la déchèterie (zone Ad)

L'agrandissement prévu à 500 m<sup>2</sup> devrait améliorer la gestion locale des déchets et limiter les dépôts sauvages. À ce titre, l'effet attendu est positif, même si les nuisances liées au chantier resteront ponctuelles et limitées.

L'extension de la déchèterie permettra de développer l'activité de cette dernière. De fait, il est attendu que son extension engendre une augmentation des flux en direction de la déchèterie. Néanmoins, la capacité d'accueil à l'intérieur du site de la déchèterie sera renforcée pour les usagers. Il y aura plus d'espaces dans l'enceinte ce qui limitera l'attente des usagers et donc moins de file d'attente de voiture notamment aux début des horaires d'ouverture (9h et 14h).

**Le point n°1 de la modification du PLU pourra avoir un faible impact sur la qualité de l'air. Cet impact reste néanmoins à nuancer puisqu'il s'agit d'une activité existante qui génère d'ores et déjà des déplacements depuis et en direction de celle-ci.**

#### Point n°2 – Changement de destination

La réutilisation d'un bâtiment existant n'induit pas de consommation foncière supplémentaire. L'opération est neutre en matière d'émissions et n'a pas d'impact notable sur la qualité de l'air.

#### Point n°3 – Création d'un STECAL pour une exploitation forestière



Le projet de construction vise à construire un entrepôt permettant le stockage des engins et du matériel de la société. Les engins et le matériel de la société sont aujourd'hui stockés à l'extérieur. Ce projet n'a pas vocation à introduire de nouveaux usages qui seraient de nature à augmenter les flux depuis et en direction de ce site.

#### **Point n°4 – Redéfinition du périmètre de protection commerciale en zone UA**

Le maintien et l'élargissement du linéaire commercial en centre-bourg favorisent les commerces de proximité et peuvent contribuer à réduire les déplacements motorisés vers d'autres pôles. L'impact attendu est donc positif sur les émissions de GES.

#### **Point 5 – Modification des règles d'implantation des constructions en zone Agricole**

La règle proposée constitue essentiellement une clarification réglementaire. Elle n'a pas d'effet mesurable sur le climat ni sur la qualité de l'air.

#### **Point 6 – Modification des règles d'implantation des constructions en zone UB et UE**

La règle proposée constitue essentiellement une clarification réglementaire. Elle n'a pas d'effet mesurable sur le climat ni sur la qualité de l'air.

#### **Point 7 - Modification des articles 1, 2, 4, 5 et 6 du règlement écrit des différentes zones du PLU**

Les prescriptions visent notamment à limiter l'usage de teintes foncées et de bardages inadaptés. Elles contribuent à réduire les phénomènes d'îlots de chaleur et encouragent l'emploi de matériaux plus performants sur le plan énergétique. L'impact est positif.

#### **Point 8 – Modification de la hauteur des constructions dans le règlement de la zone N**

La règle proposée constitue essentiellement une clarification réglementaire. Elle n'a pas d'effet mesurable sur le climat ni sur la qualité de l'air.

**En conclusion, la modification n°1 du PLU de Dunières vise principalement à ajuster certaines règles du règlement écrit et graphique, ainsi qu'à permettre la reconversion de bâtiments existants et l'extension d'équipements et activités déjà implantés, comme la déchèterie et l'activité forestière. Ces évolutions contribuent à une meilleure gestion des déchets, au maintien d'activités de proximité et à la valorisation de la ressource forestière, en limitant la consommation d'espace. Les incidences sur le climat et la qualité de l'air restent limitées, voire positives pour certaines mesures. Les éventuelles nuisances sont ponctuelles et d'ampleur restreinte (point n°1). Par conséquent, la modification n°1 ne génère pas d'impact notable sur le climat ou la qualité de l'air.**

### **Evaluation des incidences sur les sols et l'eau**

Seuls les points n°1 et n°3 sont susceptibles d'avoir une incidence sur la nature des sols et la ressource en eau. Les autres points ne sont que des précisions et compléments réglementaires au sein du règlement écrit.

#### **Point n°1 – Extension de la déchèterie (zone Ad)**

Le PLU de Dunières approuvé en 2023 prévoyait d'ores et déjà le STECAL Ad ayant vocation à encadrer le projet d'extension de la déchèterie. De fait, l'emprise totale du STECAL reste inchangée dans la présente procédure. Néanmoins, l'emprise du sol du projet va augmenter via cette modification. La procédure permet d'augmenter de 400m<sup>2</sup> l'emprise au sol prévu sur ce projet.

La parcelle est actuellement classée en prairie permanente au RPG 24. Elle n'est donc pas cultivée bien que les prairies permanentes jouent un rôle central dans l'agriculture et l'écosystème. L'OCS-GE classe cette parcelle en non artificialisé, « formation herbacée ».

L'emprise au sol maximal des constructions passe alors de 100m<sup>2</sup> à 500m<sup>2</sup>. Néanmoins, cette consommation d'espaces supplémentaire reste limitée et continue d'être encadrée par le STECAL.





- Fourrage
- Estives et landes
- Prairies permanentes
- Prairies temporaires

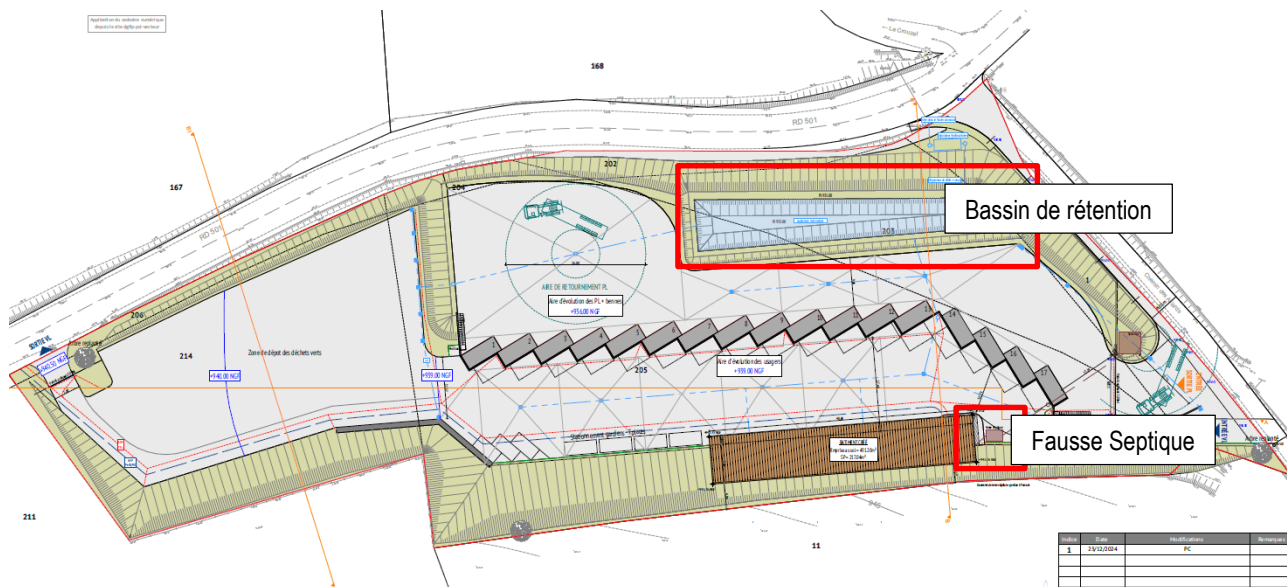
De plus, le projet d'extension de la déchèterie augmentera nécessairement la consommation de la ressource en eau puisque la construction prévue à vocation à accueillir :

- un local / bureau pour le gardien ;
- du stockage sur rétention des déchets ménagers spéciaux ;
- la création d'un espace de dépôt pour recyclerie ;
- un abri pour la colonne à huile, et pour toute les petites filières ;

Cette consommation d'eau potable sera principalement induite par le local du gardien. La consommation d'eau potable d'un local de gardien dans une déchèterie est généralement très faible par rapport à d'autres bâtiments tertiaires, car elle est limitée aux usages sanitaires : lavage des mains, WC, probablement une douche, et quelques usages ponctuels comme boisson ou entretien très occasionnel.

Les réseaux d'eau potable sont situés en limite du site, sur la RD 501. On estime qu'une déchèterie consomme entre 9m<sup>3</sup> et 12m<sup>3</sup>, principalement pour les eaux sanitaires consommées dans le local du gardien ainsi que pour le remplissage ponctuel de la réserve incendie. Cette estimation se base sur des projets de déchèterie connus tels que celui de Bonneuil-Matours (Département 86) ou St Just en Chevalet (Département 42).

Les réseaux d'assainissement ne desservent pas le site, le projet prévoit donc un bassin de rétention ainsi qu'une fosse septique.



**En conclusion, le point n°1 de la modification du PLU aura un impact faible sur les sols et la ressource en eau puisque le projet engendrera une consommation d'espaces supplémentaire de 400m<sup>2</sup> ainsi qu'une consommation d'eau potable supplémentaire. De plus le projet d'extension de déchèterie était déjà prévu au PLU en vigueur, seule l'emprise au sol était mal réglementée.**



### Point n°3 – Création d'un STECAL pour une exploitation forestière

L'OCS-GE identifie déjà la parcelle concernée par la modification comme étant artificialisée en « Zones à matériaux minéraux ». De fait, la construction d'un nouveau bâtiment de 1 000m<sup>2</sup> ne sera pas consommateur d'espaces naturels agricoles et forestière.



L'analyse aérienne de la zone permet de constater que la parcelle est entièrement anthropisée. De plus le projet ne dépassera pas la parcelle et ne viendra pas réduire l'emprise du boisement situé à l'ouest.

Le projet de construction vise à construire un entrepôt permettant le stockage des engins et du matériel de la société aujourd'hui stockés à l'extérieur. Ce projet n'a pas vocation à introduire de nouveaux usages qui seraient de nature à augmenter la consommation d'eau potable. Il est malgré tout possible que cette construction permette à l'entreprise de développer son activité ce qui pourrait augmenter l'utilisation de la ressource en eau.

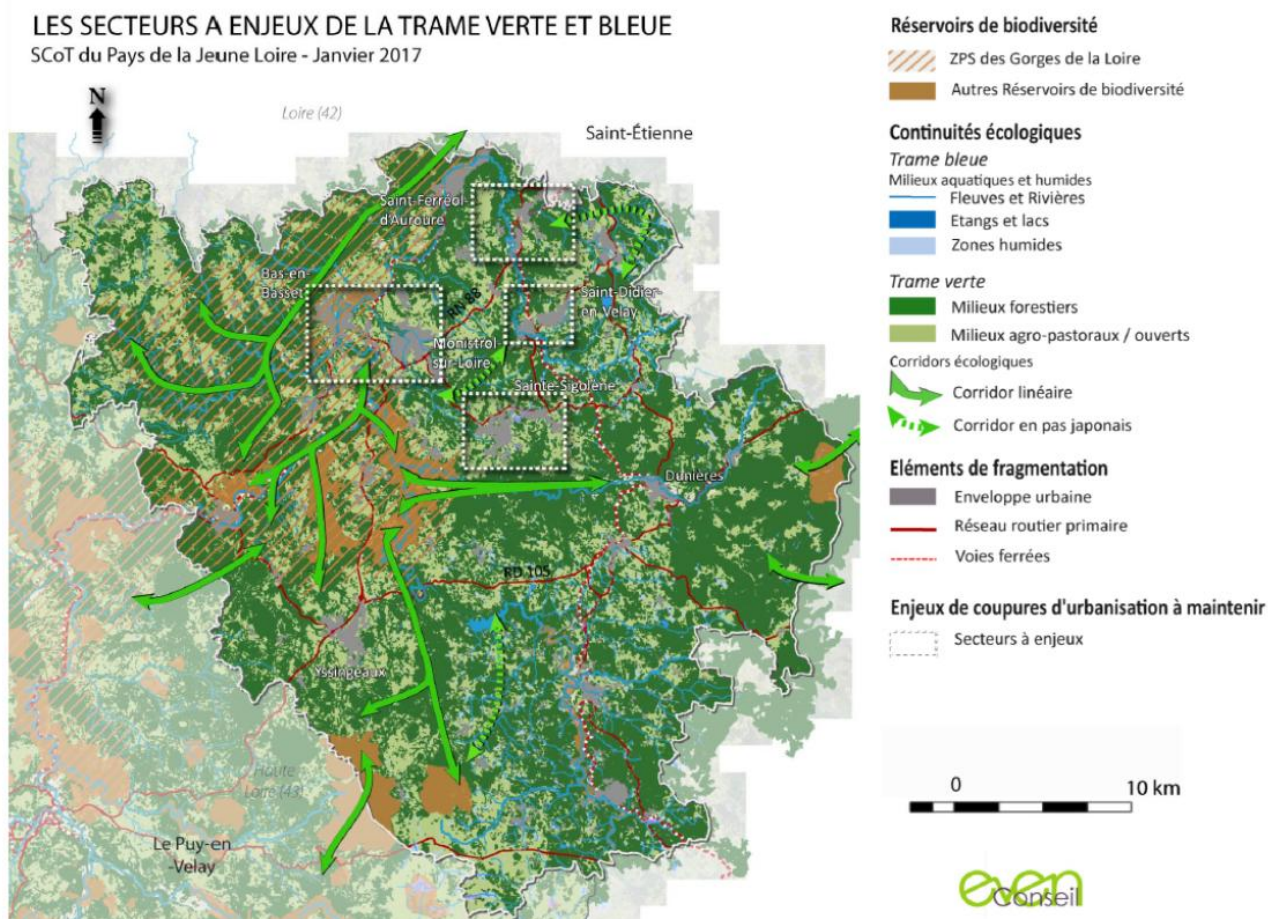
**En conclusion, le point n°3 de la modification du PLU n'aura pas d'impact sur les sols et la ressource en eau puisque le projet s'inscrit sur un terrain déjà urbanisés et que les réseaux desservent déjà le tènement sans prévoir une augmentation de l'activité. Une augmentation de la ressource en eau pourrait néanmoins s'observer du fait du développement de l'activité suite à la construction de ce bâtiment. Néanmoins, il n'est pas prévu une augmentation de la ressource en eau significative de cette activité puisque la construction vise principalement à protéger dans un entrepôt les engins et le matériel existant.**



## Incidences sur des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement – Patrimoine naturel et biodiversité

### ■ Cadrage supra-communal

Le SCOT de la Jeune Loire décline la trame verte et bleue à l'échelle du territoire, en déclinaison du SRADDET Auvergne Rhône-Alpes.



La commune de Dunières se situe à l'Est du territoire du SCOT et se caractérise principalement par la sous-trame forestière composée de vallée et de forêts. La commune est également traversée par la Dunières, affluent droit du Lignon du Velay et sous-affluent du fleuve de la Loire.

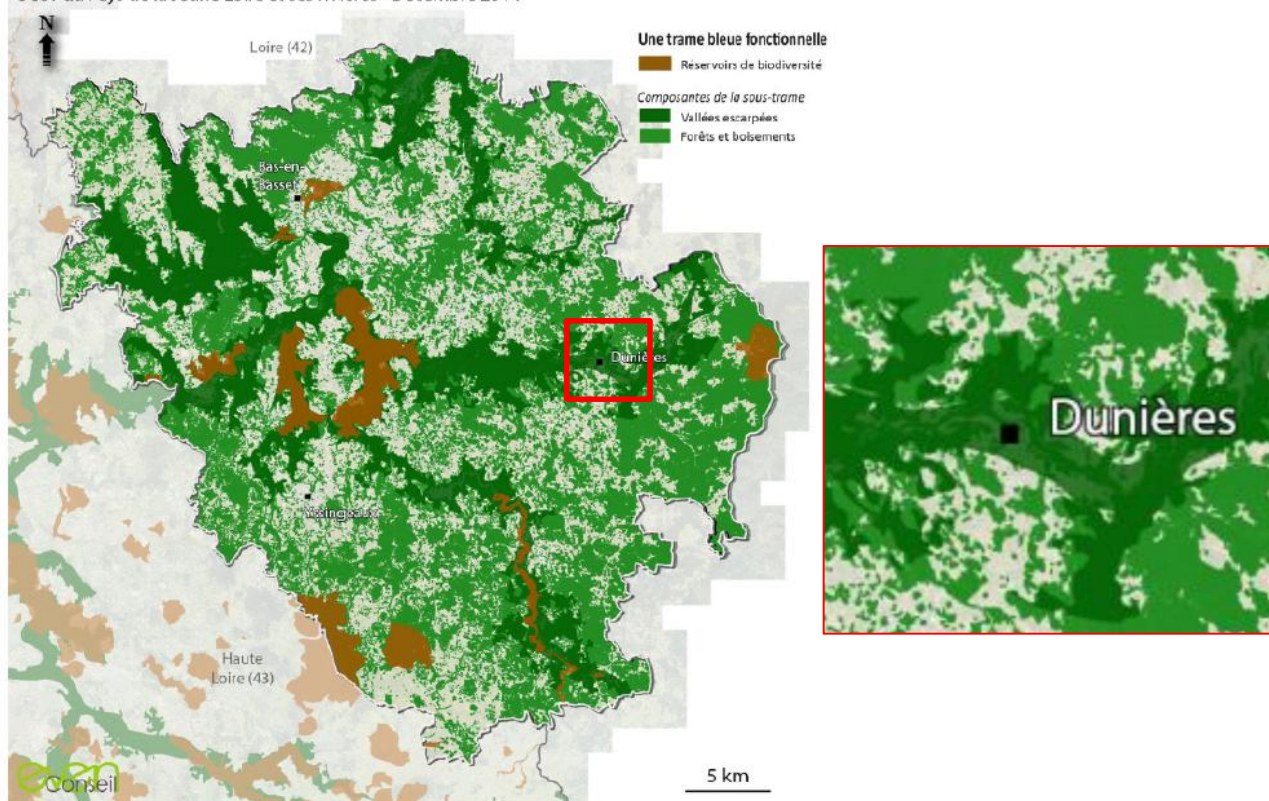
Aucun corridor écologique ne traverse la commune.





## SOUS-TRAME FORESTIERE

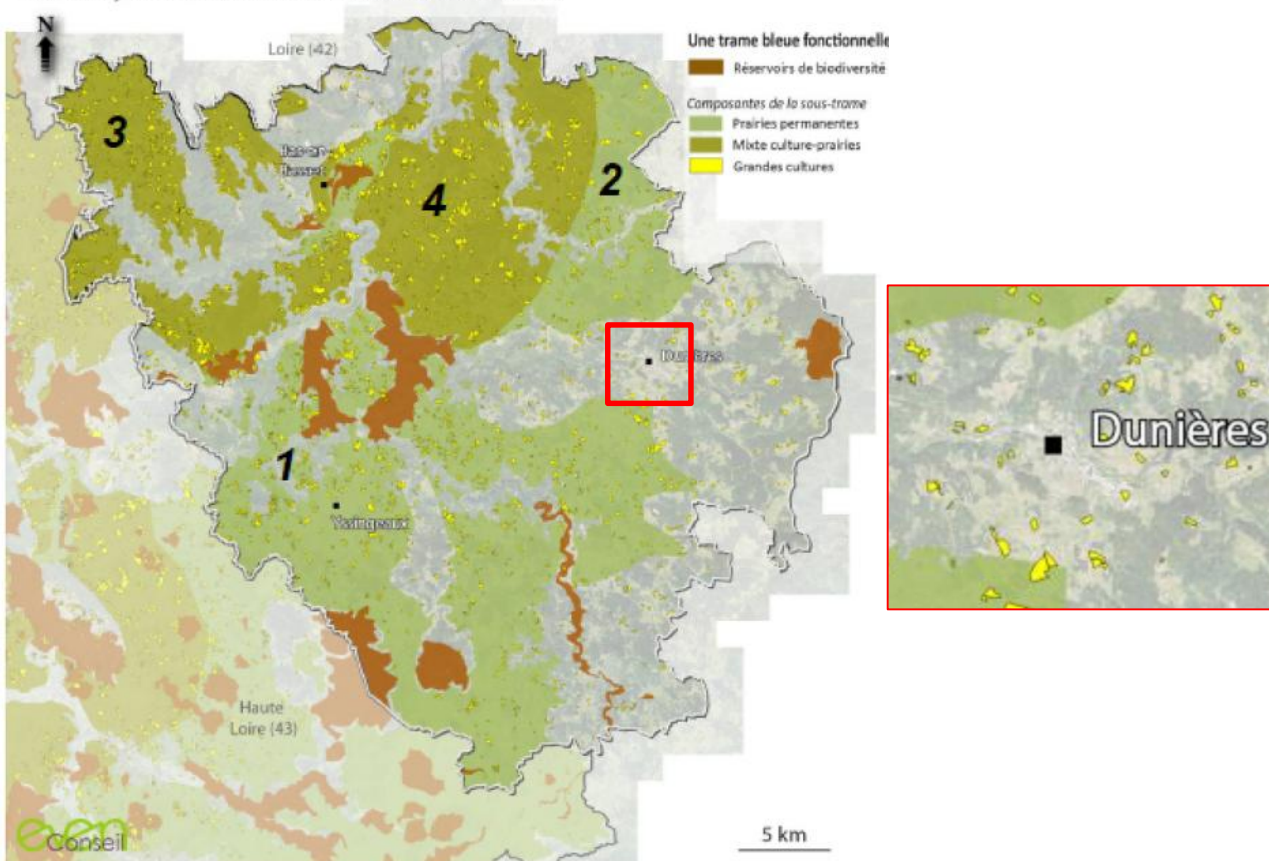
SCoT du Pays de la Jeune Loire et ses rivières - Décembre 2014



Source : État initial de l'environnement - Scot Jeune Loire

## SOUS-TRAME AGROPASTORALE - MILIEUX CULTIVÉS

SCoT du Pays de la Jeune Loire et ses rivières - Décembre 2014



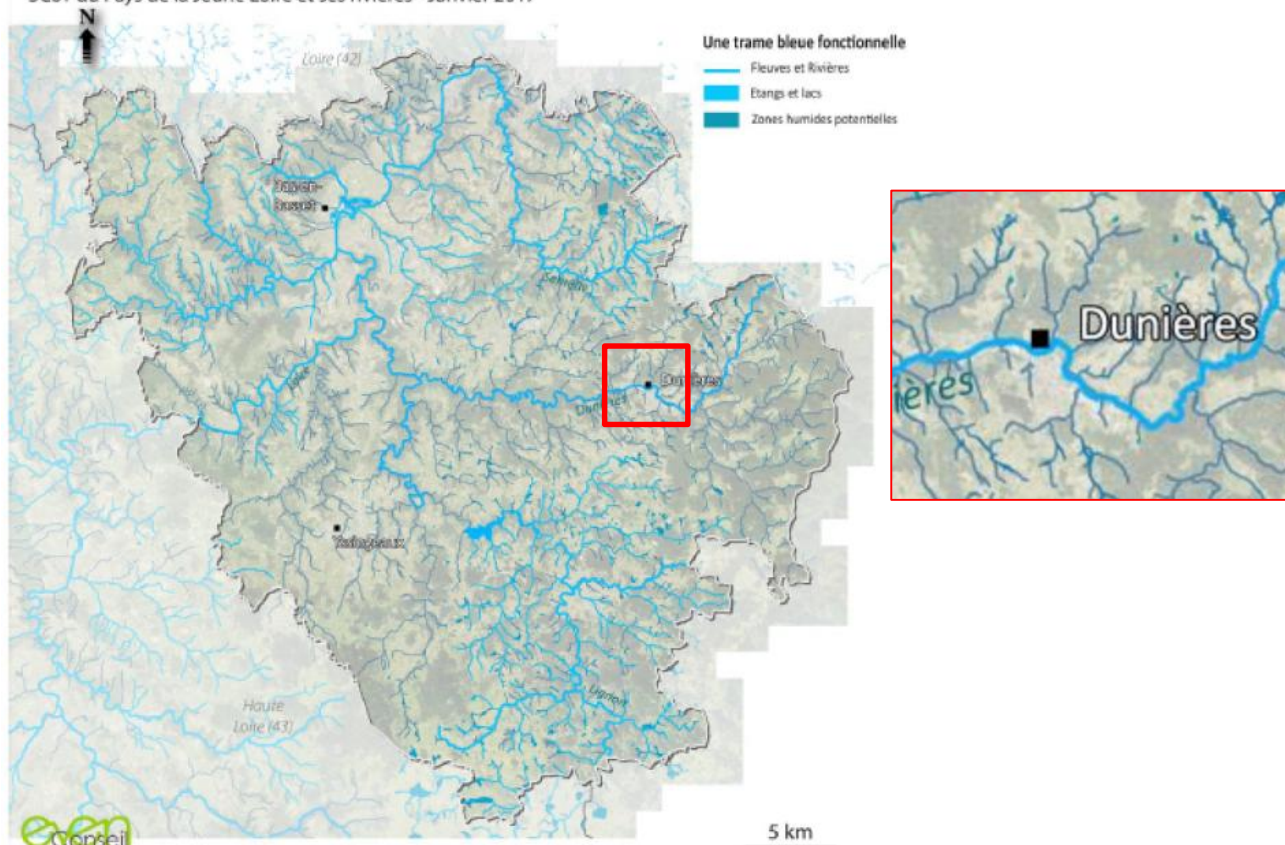
Source : État initial de l'environnement - Scot Jeune Loire





## TRAME AQUATIQUE ET MILIEUX HUMIDES

SCoT du Pays de la Jeune Loire et ses rivières - Janvier 2017



Source : État initial de l'environnement - Scot Jeune Loire

### Point n°1 – Extension de la déchèterie (zone Ad)

Le PLU de Dunières approuvé en 2023 prévoyait d'ores et déjà le STECAL Ad ayant vocation à encadrer le projet d'extension de la déchèterie. De fait, l'emprise totale du STECAL reste inchangée dans la présente procédure. Néanmoins, l'emprise du sol du projet va augmenter via cette modification. La procédure permet d'augmenter de 400m<sup>2</sup> l'emprise au sol prévu sur ce projet.

L'emprise au sol maximal des constructions passe alors de 100m<sup>2</sup> à 500m<sup>2</sup>. Néanmoins, cette consommation d'espaces supplémentaire reste limitée et continue d'être encadrée par le STECAL.



La parcelle est actuellement classée en prairie permanente au RPG 24. Elle n'est donc pas cultivée bien que les prairies permanente jouent un rôle central dans l'agriculture et l'écosystème. L'OCS-GE classe cette parcelle en non artificialisé, « formation herbacée ».

**En conclusion, le point n°1 de la modification du PLU aura un impact modéré sur le patrimoine naturel et la biodiversité puisque la modification permet de consommer 400m<sup>2</sup> supplémentaires sur une parcelle de 6 563m<sup>2</sup> (parcelle AX205).**

### Point n°2 – Ajout d'un changement de destination

Le changement de destination permet de changer la destination d'un bâtiment sans en changer son emprise au sol. De fait, le point n°2 n'aura pas d'impact sur le patrimoine naturel et la biodiversité puisque l'activité prévue dans ce bâtiment sera contenue dans le bâtiment existant de 1600m².

### Point n°3 – Création d'un STECAL pour une exploitation forestière

L'OCS-GE identifie déjà la parcelle concernée par la modification comme étant artificialisée en « Zones à matériaux minéraux ». De fait, la construction d'un nouveau bâtiment de 1 000m² ne sera pas consommateur d'espaces naturels agricoles et forestiers.



L'analyse aérienne de la zone permet de constater que la parcelle est entièrement anthropisée. De plus le projet ne dépassera pas la parcelle et ne viendra pas réduire l'emprise du boisement situé à l'Ouest.

### Point n°4 – Redéfinition du périmètre de protection commerciale en zone UA

Ce point de la modification se situe en zone urbaine. De plus il s'agit de préserver des locaux commerciaux existants. Ce point n'aura aucun impact vis-à-vis du patrimoine naturel et de la biodiversité.

**Les points de modification n°5, n°6, n°7 et n°8** ne sont pas de nature à porter atteinte au patrimoine naturel et à la biodiversité. Ils viennent préciser et compléter des règles du règlement écrit qui sont d'ores et déjà édictées dans le PLU en vigueur. Ces points ne sont pas de nature à augmenter l'emprise au sol des constructions et donc leur consommation d'espaces.

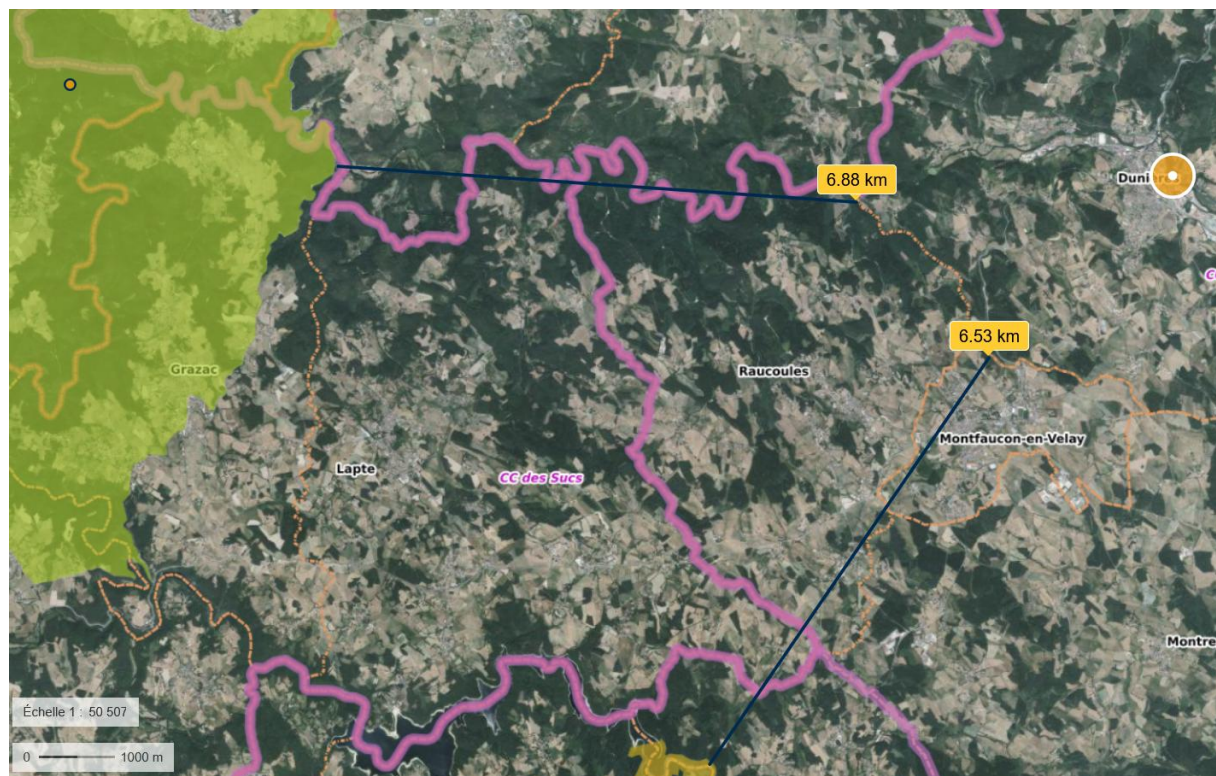
**En conclusion, seul le point n°1 de la modification du PLU aura un impact modéré sur le patrimoine naturel et la biodiversité puisqu'il permet une consommation d'espaces naturels et agricoles de 400m² supplémentaires. Les autres points n'auront aucun impact.**



## Analyse de la susceptibilité d'affecter significativement un site Natura 2000

Consciente de la nécessité de préserver les habitats naturels remarquables et les espèces végétales et animales associées, l'Union Européenne s'est engagée en prenant deux directives, la directive « Oiseaux » en 1979, révisée en 2009 et la directive « Habitats-Faune-Flore » en 1992 et à donner aux Etats membres un cadre et des moyens pour la création d'un réseau européen de sites naturels remarquables, nommé Natura 2000.

Le réseau de sites comprend ainsi l'ensemble des périmètres désignés en application des directives « Oiseaux » et « Habitats-Faune-Flore », c'est-à-dire respectivement d'une part les Zones de Protection Spéciales (ZPS), qui s'appuient sur certains inventaires scientifiques comme les Zones Importantes pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), et d'autre part les propositions de Sites d'Intérêt Communautaire (pSIC), futures Zones Spéciales de Conservation (ZSC).



Source : Géoportail

Deux zones Natura 2000 se situent dans un rayon de 10km autour de la commune :

- La zone Natura 2000 « Gorges de la Loire » (FR8312009) – Directive Oiseaux
  - o A environ 6,8 km de la limite communale la plus proche
- La Zone Natura 2000 « Haute vallée du Lignon » (FR8301088) – Directive Habitats
  - o A environ 6,5 km de la limite communale la plus proche

Les changements du PLU introduits par la procédure de modification n°1 ne sont pas de nature à impacter significativement des sites qui interviendraient dans les déplacements des oiseaux des zones Natura 2000. En effet, l'ensemble des points de modifications concernant des évolutions de règlement écrit ne sont pas de nature à impacter de quelconques zones nécessaires aux espèces puisqu'ils s'agit d'ajustement de règles existantes. Les deux secteurs sur lesquels de nouvelles constructions sont autorisés sont soit d'ores et déjà urbanisés (STECAL Af) soit déjà identifié au PLU en vigueur (STECAL Ad) en vue d'une urbanisation. Le STECAL Ad permet une emprise au sol supplémentaire de 400m<sup>2</sup> ce qui peut engendrer une consommation plus importante des prairies permanentes du secteur. Néanmoins, cette augmentation est anecdotique au regard du projet d'extension de la déchèterie (déjà prévu au PLU en vigueur) qui prévoit également de nombreux aménagements extérieurs pour la circulation, l'installation de bennes etc. Cette augmentation de l'emprise au sol autorisé n'est donc pas susceptible à elle seule d'avoir un impact au regard du projet global de déchèterie.

**En prenant en compte l'éloignement des zones Natura 2000 ainsi que le fait que les secteurs concernés par la modification n°1 ne sont pas de nature à avoir de conséquences sur les espèces et les habitats des zones Natura 2000 les plus proches : la procédure de modification n'est pas susceptible d'affecter significativement les zones Natura 2000 à proximité.**



## Somme des incidences environnementales et conclusion

Tableau récapitulatif des Incidences globales du projet sur l'environnement

Enjeu	Caractérisation de l'incidence	Mesures de réduction	Cumul avec une autre incidence	Caractère notable ?
<b>Dynamiques du territoire et population</b>	Incidence positive	/	Non	Non
<b>Paysage naturel et urbain</b>	<u>Incidence faible</u> sur le paysage naturel : points n°1, n°3 et n°8 (STECAL Ad et STECAL Af et augmentation de la hauteur des constructions forestières Zone N) <u>Incidence positive</u> sur le paysage urbain	Encadrement réglementaire des STECAL	Patrimoine historique et culturel	Non
<b>Patrimoine historique et culturel</b>	Absence d'incidence	/	Paysage naturel et urbain	Non
<b>Risques et nuisance</b>	Absence d'incidence	Maintien des réglementations d'ores et déjà établies pour faire face aux risques existants sur le territoire	Population	Non
<b>Climat et qualité de l'air</b>	Faible (Point n°1 STECAL Ad)	Meilleure gestion des déchets, maintien des commerces de proximité réduisant les déplacements motorisés, prescriptions architecturales limitant les îlots de chaleur	Non	Non
<b>Sols et eau</b>	Faible Point n°1 et n°3	STECAL Ad : Extension de la déchèterie contenue dans l'emprise du STECAL existant au PLU en vigueur. Respect des règles relatives à la gestion des eaux pluviales et à l'assainissement. Fausse septique et bassin de rétention prévus dans le projet d'extension.  STECAL Af : nouvelle construction autorisée sur un secteur déjà artificialisé.	Biodiversité	Non
<b>Patrimoine naturel et biodiversité</b>	Faible (Point n°1 STECAL Ad)	Les secteurs se situent hors réservoirs de biodiversité et continuités identifiées par le SRADDET et le SCOT.  STECAL Ad : Extension de la déchèterie contenue dans l'emprise du STECAL existant au PLU en vigueur.	Sols et eau	Non
<b>Natura 2000</b>	Absence d'incidence	Les sites Natura 2000 sont localisés à plus de 6 km. Pas d'incidences directes	Biodiversité	Non



Au travers du formulaire de demande d'avis au cas par cas, l'ensemble des thématiques ont été analysées et aucune incidence notable n'est ressortie.

Considérant que les modifications apportées au règlement écrit sont mineures et concernent des secteurs déjà prévus à l'urbanisation par le document en vigueur.

Considérant que la modification des règles d'implantation des constructions ou de qualité architecturales des bâtiments ne sont pas de nature à avoir un impact sur l'environnement.

Considérant que l'augmentation de la hauteur autorisée en zone N de 1 mètre n'est pas de nature à avoir un impact sur l'environnement.

Considérant que les points de modification n'impliquent pas l'augmentation des zones urbaines de la commune mais induisent uniquement une consommation d'espaces naturels agricoles et forestiers de 400m<sup>2</sup> supplémentaires par rapport au PLU initial.

Considérant que les points de modification se situent en dehors de tout site protégé.

Considérant que les points de modification n'entraînent aucune transformation substantielle ou irréversible des facteurs d'environnement, tels que la faune et la flore, le sol ou l'eau.

**Après analyse des différents enjeux et volets pouvant potentiellement impacter l'environnement et la santé humaine, il s'avère que les points de la modification n'ont pas d'impact notable. La Commune de Dunières décide de ne pas réaliser d'évaluation environnementale dans le cadre de la procédure de modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme.**